

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pfMatahiti 166
N° 85 - Numera Hau**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 24
no Atopa 2017

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 85 du 24 Octobre 2017

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 778 AC.DIR du 11 octobre 2017 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Nuku Hiva	15569
Arrêté n° HC 779 AC.DIR du 11 octobre 2017 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Hiva Oa	15576
Arrêté n° HC 780 AC.DIR du 11 octobre 2017 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Ua Huka	15583
Arrêté n° HC 781 AC.DIR du 11 octobre 2017 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Ua Pou	15590
Arrêté n° HC 360 DMME/BRHT/am du 12 octobre 2017 modifiant l'arrêté n° HC 494 DMME/BRHT/mp du 18 décembre 2014 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant du ministère de l'intérieur.	15597
Arrêté n° HC 785 SGAP du 13 octobre 2017 fixant les modalités des épreuves du recrutement d'adjoints de sécurité pour la Polynésie française, session 2017	15598
Arrêté n° 17-454 DIR/DGR du 16 octobre 2017 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française	15598
Arrêté n° HC 790 SEAC.PF/DIR.DSURV du 16 octobre 2017 portant dérogation de survol à basse altitude par la société C3P pour une mission de calibration en Polynésie française.	15601
Arrêté n° HC 791 du 16 octobre 2017 modifiant l'arrêté n° HC 478 du 5 juillet 2017 fixant la composition du jury du diplôme d'Etat d'infirmier pour les sessions 2017 organisées en Polynésie française.	15603
Arrêté n° HC 793 CAB/DPC/vh du 17 octobre 2017 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen SSIAP 1 à la date du 26 octobre 2017 pour des candidats présentés par Conform HSCT.	15603

Arrêté n° HC 794 CAB/DPC/vh du 17 octobre 2017 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen SSIAP 1 à la date du 16 novembre 2017 pour des candidats présentés par RISK

15604

EXTRAITS

Arrêté n° HC 387 SAISLV/ct du 21 juin 2017 portant attribution à la commune de Tahaa d'une subvention de 1 961 834 F CFP, soit 16 440,17 euros, au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), exercice 2016, pour la réalisation de l'opération suivante : "Remise aux normes électriques de la salle omnisports de Vaitoare", programme : 119 Concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, article 15, EJ : 2102 151 996

15604

Arrêté n° HC 388 SAISLV/ct du 21 juin 2017 portant attribution à la commune de Tahaa d'une subvention de 1 690 932 F CFP, soit 14 170,01 euros, au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), exercice 2017, pour la réalisation de l'opération suivante : "Remise aux normes électriques de l'école primaire de Matie Roa sise à Haamene", programme : 119 Concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, article 15, EJ : 2102 151 995

15606

Arrêté n° HC 389 SAISLV/ct du 21 juin 2017 portant attribution à la commune de Tumaraa d'une subvention de 4 428 202 F CFP, soit 37 108,33 euros, au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), exercice 2017, pour la réalisation de l'opération suivante : "Pose de nouveaux compteurs d'eau, tranche 2", programme : 119 Concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, article 15, EJ : 2102 155 559.

15607

Arrêté n° HC 484 SAISLV/ct du 10 août 2017 portant attribution à la commune de Tahaa d'une subvention de 3 841 514 F CFP, soit 32 191,89 euros, au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), exercice 2017, pour la réalisation de l'opération suivante : "Installation d'une clôture au complexe sportif Jean-Tupu à Patio", programme : 119 Concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, article 15, EJ : 2102 207 113.

15608

Arrêté n° HC 21 SAITG du 30 août 2017 portant attribution à la commune de Rangiroa d'une subvention de 2 397 216 F CFP, soit 20 088,67 euros, au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), exercice 2017, pour la réalisation de l'opération suivante : "Rénovation de la toiture de l'entrepôt à Avatoru", programme : 119 Concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, EJ : 2102 218 507

15609

Arrêté n° HC 615 SAISLV/ct du 4 octobre 2017 portant modification de l'arrêté n° HC 878 SAISLV/ct du 19 décembre 2016 attribuant à la commune de Tumaraa une subvention pour la réalisation du projet suivant : "Acquisition d'équipements de spectacle", programme : 119 dotation d'équipement des territoires ruraux, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, article 15, EJ : 210 2038 429.

15611

Arrêté n° HC 616 SAISLV du 4 octobre 2017 portant modification de l'arrêté n° HC 388 SAISLV/th du 10 juin 2015 attribuant à la commune de Uturoa une subvention pour la réalisation du projet suivant : "Acquisition de points d'apport volontaire (PAV)", programme : 119 Concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, EJ : 2101 573 343

15611

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1860 CM du 19 octobre 2017 autorisant l'acquisition des lots n° 8 et n° 9 du lotissement Taharuu, cadastrés commune de Papara, section BE n° 26 et n° 27, d'une superficie de 550 et 842 mètres carrés, appartenant à M. Arthur Marau Arnaud et Mme Christiane Victorine Pourouhia Lehartel.

15612

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2017-1474 du 16 octobre 2017 relatif à l'organisation et au fonctionnement du tribunal foncier de la Polynésie française. (JORF du 18 octobre 2017)

15613

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 778 AC.DIR du 11 octobre 2017 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Nuku Hiva.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code des transports et notamment son article L. 6332-2 ;

Vu le code de l'aviation civile et notamment les articles R. 213-1-3 à R. 213-1-5 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française de M. René Bidal ;

Vu l'arrêté n° 1931 AC.DIR.INFRA du 5 décembre 1979 portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Nuku Hiva ;

Vu l'arrêté du 28 août 2003 modifié relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes,

Arrête :

TITRE Ier

Dispositions générales

Article 1er. — Objet

En vertu du code des transports, notamment l'article L. 6332-2, la police des aérodromes et des installations aéronautiques est assurée par le haut-commissaire de la République qui exerce les pouvoirs impartis au maire dans leur emprise aéronautique.

Le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures relatives :

- au bon ordre, à la sécurité de l'aviation civile et à la salubrité conformément à l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile ;
- à la sûreté de l'aviation civile conformément à l'article R. 213-1-5 du code de l'aviation civile.

Ces mesures s'imposent au public et aux personnes physiques et morales autorisées à occuper ou utiliser les installations de l'aérodrome.

Art. 2. — Définitions

Aire de manœuvre : L'aire de manœuvre comprend les pistes, les voies de circulation avion et leurs dégagements associés ainsi que toutes les aires opérationnelles (aires critiques, aires sensibles, etc.).

Aire de trafic : Les aires de trafic sont des aires destinées aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement des voyageurs, le chargement ou le déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise de carburant, le stationnement ou l'entretien.

Aire de mouvement : L'aire de mouvement comprend l'aire de manœuvre et la ou les aires de trafic.

Zone "côté piste" : Aire de mouvement et la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents de l'aérodrome, dont l'accès est réglementé.

Zone "côté ville" : Parties de l'aérodrome qui ne se trouvent pas du côté piste, y compris tout ou partie des terrains et des bâtiments limitrophes.

TITRE II

Délimitation des zones

Art. 3. — Limites des zones constituant l'aérodrome

L'ensemble des terrains est divisé en deux zones :

- une zone publique "côté ville" ;
- une zone "côté piste" non librement accessible.

Les limites de ces zones sont figurées sur le plan annexé au présent arrêté (annexe I).

Les plans en couleur sont également consultables dans l'aérogare de Nuku Hiva, à la mairie de Nuku Hiva, et à la direction de l'aviation civile de la Polynésie française.

La zone "côté ville" comprend toute la partie de l'aérodrome accessible au public. Elle inclut notamment :

- les installations pour les passagers ;
- le parc de stationnement pour les véhicules.

La zone "côté piste" comprend notamment :

- l'aire de manœuvre et les accotements de la piste ;
- l'aire de trafic ;
- les bâtiments techniques : la vigie et les locaux annexes, le hangar SSLIA (service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs), la centrale électrique de secours et les locaux techniques.

TITRE III

Circulation des personnes

Art. 4. — Circulation en zone "côté ville"

La zone "côté ville" est librement accessible au public.

Toutefois, l'accès aux installations se trouvant en zone "côté ville" peut être réglementé par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française pour des raisons relatives à la sécurité ou à la sûreté.

Art. 5. — Circulation sur l'aire de trafic

Les personnes admises à pénétrer et à circuler sur l'aire de trafic en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile et de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- les agents du SSLIA (service de sauvetage et lutte contre l'incendie des aéronefs) et de l'exploitant de l'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ou de l'exploitation de l'aérodrome ;
- les prestataires d'assistance en escale ;
- les agents des compagnies aériennes ;
- les exploitants d'aéronefs privés et commerciaux ;
- les agents de police judiciaire, de la gendarmerie et des douanes, dans le cadre des opérations de contrôle.

Ces autorisations sont valables exclusivement pour des motifs professionnels.

Ces agents sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) et doivent être munis de leur carte de service.

En cas de besoin, les agents du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, de l'exploitant de l'aérodrome ou de la gendarmerie des transports aériens peuvent procéder aux contrôles nécessaires.

Les personnes suivantes sont également admises à circuler "côté piste", sur les aires de trafic :

- passagers d'aviation commerciale munis d'un titre de transport et sous la responsabilité de l'exploitant d'aéronef ou de son représentant ;
- passagers d'aviation générale accompagnés par le commandant de bord ou par une personne autorisée par l'exploitant d'aérodrome et se conformant aux dispositions de l'arrêté de police ;

- membres d'équipage des aéronefs civils ou militaires, munis de leur licence, carte de pilote ou certificat de membre d'équipage en cours de validité ;
- personnes autorisées par l'exploitant d'aérodrome.

Pour les trois premières catégories de personnes, l'autorisation n'est valable que pour se rendre de l'aérogare à l'avion et *vice-versa*, en empruntant les accès aménagés à cet effet.

Lorsqu'ils agissent dans le cadre de leurs fonctions, les commandants de bord sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471), et doivent être munis de leur carte de service ou titre aéronautique.

La traversée des voies de circulation avions s'effectuent à une distance minimale de 150 mètres devant les aéronefs en mouvement et à une distance minimale de 100 mètres à l'arrière d'un aéronef dont les moteurs sont en marche.

Art. 6. — Transfert de passagers

Il est de la responsabilité de l'exploitant d'aéronef ou de son représentant, d'assurer la sécurité des passagers dont il a la charge.

L'exploitant d'aéronef doit disposer du personnel nécessaire pour :

- assurer sous la conduite d'un ou plusieurs de ses agents ou de sa société d'assistance en escale, l'acheminement des passagers entre l'aérogare et l'aéronef, et inversement ;
- garantir le respect du périmètre de sécurité incendie d'un avitaillement.

Art. 7. — Conditions d'embarquement et de débarquement des passagers

Les opérations d'embarquement et de débarquement des passagers et de fret ne s'effectuent que si l'aéronef est calé, les moteurs à l'arrêt ou leurs hélices freinées.

Art. 8. — Accès aux bâtiments techniques

Sauf pour les missions d'urgence, les personnes admises à pénétrer dans les bâtiments techniques en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile et de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- les agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ;
- les personnes accompagnées ou convoyées par un agent du service d'Etat de l'aviation civile ou de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française, ou par un agent de l'exploitant d'aérodrome.

Art. 9. — Circulation sur l'aire de manœuvre

Les personnes autorisées à accéder aux zones de l'aire de manœuvre doivent être en possession d'un titre de circulation à moins qu'elles soient accompagnées ou convoyées par une personne titulaire d'un tel titre de circulation.

Durant l'exercice des fonctions exercées, les titres d'accès suivants constituent un titre de circulation :

- carte de service des agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- carte de service des agents du service d'Etat de l'aviation civile ou de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;

- carte professionnelle des agents de la gendarmerie des transports aériens ;
- autorisation accordée par l'exploitant d'aérodrome portant mention de la période.

Les personnes autorisées et circulant à pied sur l'aire de manœuvre doivent avoir reçu une formation relative aux risques inhérents aux activités en milieu aéronautique où elles sont amenées à travailler et sont tenues de respecter les règles suivantes :

- porter en permanence un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) comportant le sigle ou le nom de la société employant le piéton ;
- emprunter les voies matérialisées à cet effet ;
- laisser la priorité aux aéronefs dans tous les cas.

TITRE IV

Circulation des véhicules

Art. 10. — *Conduite des véhicules*

Les conducteurs de tout véhicule circulant ou stationnant sur l'aérodrome observent les règles générales de circulation édictées par le code de la route et sont tenus d'obtempérer aux injonctions des agents de la force publique, des agents des douanes, des agents relevant du service de navigation aérienne ou des agents de l'exploitant d'aérodrome.

Sauf pour les véhicules du SSLIA en mission d'urgence, la vitesse est limitée à :

- 30 kilomètres/heure sur les aires de trafic, voies associées et route en front d'aérogare ;
- 50 kilomètres/heure sur les autres voies de circulation.

Les conducteurs circulant sur les voies de circulation avion restent responsables de la prévention des collisions avec les aéronefs auxquels ils laissent la priorité lorsque ceux-ci sont en mouvement ou sont tractés.

La traversée des voies de circulation avion s'effectue obligatoirement dans les cheminements véhicules établis et délimités à cet effet en respectant une distance minimale de 150 mètres devant les aéronefs en mouvement et de 100 mètres derrière ces aéronefs en mouvement.

Art. 11. — *Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté ville"*

L'accès au parc de stationnement existant en zone "côté ville" est réservé aux véhicules privés ou administratifs ayant un besoin légitime de s'y trouver.

Le stationnement est strictement limité à la durée de présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour.

Il est interdit de stationner en dehors des emplacements prévus à cet effet.

Art. 12. — *Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté piste"*

Les véhicules des services suivants sont admis à circuler en zone "côté piste" :

- SSLIA de l'aérodrome ;
- services chargés de la navigation aérienne ;
- services chargés de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;

- exploitants aériens, sociétés d'assistance et sociétés de distribution de carburant pour l'aviation, y compris les engins spéciaux ;
- gendarmerie des transports aériens ;
- véhicules et engins exceptionnels escortés par un véhicule des agents du service d'Etat de l'aviation civile, de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ou de l'exploitant d'aérodrome ;
- entreprises en charge de travaux.

Les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur l'aire de mouvement, les services de secours d'urgence, la gendarmerie nationale, ainsi que les personnes chargées de dépanner sont autorisés à accéder temporairement sur l'aire de mouvement en accord avec le service du contrôle ou, en cas de fermeture de ce service, de l'exploitant d'aérodrome.

Art. 13. — *Règles spéciales de circulation et de stationnement sur les aires de trafic*

Les conducteurs laissent en toutes circonstances la priorité aux aéronefs et aux passagers et se conforment aux instructions des personnels de l'exploitant d'aérodrome.

En outre :

- en dehors des emplacements réservés à cet effet, aucun véhicule, engin ou matériel, n'est laissé en stationnement sur les aires de trafic sauf ceux de l'exploitant d'aérodrome et du service de navigation aérienne dans le cadre de réalisation de travaux ;
- sur l'aire de trafic, la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules, engins et matériels, ainsi que des agents autorisés à les conduire, est assurée par le personnel de l'exploitant d'aérodrome ;
- sur l'aire de trafic, l'usage des feux de route (phares) est interdit en toute circonstance.

Art. 14. — *Attestation de formation à la conduite sur les aires de trafic*

L'autorisation de conduite est subordonnée à une formation préalable assurée par l'employeur qui délivre une attestation.

Art. 15. — *Véhicules autorisés à circuler sur l'aire de manœuvre*

Pour pouvoir circuler sur l'aire de manœuvre des aéronefs et ses zones de servitudes, les véhicules doivent être munis (sauf véhicules escortés) d'un équipement et d'une signalisation spéciale ainsi définis :

- équipement radio (fixe ou portable) permettant une liaison bilatérale avec l'organisme de la navigation aérienne (ou en l'absence de ce service, l'écoute et la transmission de messages d'auto information) ;
- gyrophare ou feux à éclat de couleur jaune, la couleur bleue étant réservée aux véhicules spécifiés par le code de la route.

Sont seuls autorisés à circuler les véhicules suivants :

- a) les véhicules techniques des services suivants (sous réserve qu'ils portent d'une manière apparente la marque de l'organisme propriétaire) :
 - SSLIA et SPPA (service de prévention du péril animalier) de l'aérodrome ;
 - service chargé de la navigation aérienne ;
 - service chargé de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;
 - gendarmerie des transports aériens ;
- b) les véhicules escortés par un véhicule du service chargé de la navigation aérienne ou de l'exploitant d'aérodrome ;
- c) les véhicules des entreprises en charge des travaux autorisés par l'exploitant d'aérodrome.

Art. 16.— *Règles spéciales de circulation et de stationnement sur l'aire de manœuvre*

La circulation et le stationnement sur l'aire de manœuvre et ses dégagements sont subordonnés à une autorisation du service de navigation aérienne et au maintien d'une liaison bilatérale permanente avec cet organisme.

Aucun véhicule ou engin n'est laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de manœuvre ou à ses abords.

Art. 17.— *Aires critiques de protection des moyens radioélectriques*

Les conducteurs font preuve de toute la prudence rendue nécessaire par l'existence des aires critiques qui définissent des zones protégées de tout obstacle dont la présence perturberait le signal électromagnétique des moyens de radio navigation de l'aérodrome.

Art. 18.— *Attestation de formation à la conduite sur l'aire de manœuvre*

Tout conducteur d'un véhicule, ou d'un engin ou d'un matériel, sur l'aire de manœuvre est détenteur de l'attestation de formation aux règles de circulation et de stationnement délivrée par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne, dans les conditions définies par la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation à la circulation des véhicules et engins sur les aérodromes.

Art. 19.— *Conditions particulières à respecter sur les postes de stationnement avions*

Les aéronefs stationnent impérativement aux emplacements désignés par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne.

Les conducteurs des véhicules marquent systématiquement un temps d'arrêt en limite du poste de stationnement en arrivant ou en quittant un poste de stationnement, ainsi que pour emprunter un cheminement véhicule.

La marche arrière ne sera pratiquée que si ce mouvement est guidé par une personne au sol.

L'accès à un poste de stationnement avion n'est autorisé que lorsque l'avion qui l'occupe est calé et moteurs à l'arrêt.

Le périmètre de sécurité collision d'un aéronef ne peut être franchi lorsque les feux anticollision sont allumés.

Art. 20.— *Contrôle de la circulation*

Le contrôle de la circulation des personnes et des véhicules sur l'aire de manœuvre et l'aire de trafic est assuré par la gendarmerie et par les agents de l'exploitant d'aérodrome.

TITRE V

Mesures applicables pour les escales d'aéronefs

Art. 21.— *Mesures applicables aux exploitants d'aéronefs évoluant ou stationnant sur l'aire de trafic*

Sur l'aire de trafic, l'exploitant de l'aéronef, ou son assistant en escale, s'assure du respect des règles de sécurité lors de l'arrivée, du départ et de l'escale de l'aéronef, notamment de celles concernant la prévention des abordages, des collisions et des risques liés au souffle ou à l'aspiration des moteurs.

Art. 22.— *Règles applicables durant les opérations d'avitaillement*

L'avitaillement en carburant des aéronefs est réalisé en se conformant strictement aux textes et réglementations en vigueur, et notamment :

- à l'arrêté du 23 janvier 1980 modifié relatif aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes ;
- à l'arrêté du 12 décembre 2000 relatif à l'avitaillement des aéronefs sur les aérodromes.

Les règles complémentaires suivantes doivent être observées :

- seul le personnel nécessaire à l'avitaillement et aux opérations à effectuer sur l'avion peut pénétrer le périmètre de sécurité incendie. Ce personnel ne portera pas de chaussures à ferrure ;
- toute utilisation d'appareils susceptibles de provoquer des étincelles, de flashes photographiques ou de téléphones portables est interdite ;
- l'activation des feux anticollision indiquant la mise en route imminente des moteurs, il est impératif d'interrompre sans délais l'avitaillement et d'en avertir le pilote.

TITRE VI

Mesures de protection contre l'incendie

Art. 23.— *Précautions à prendre à l'égard des aéronefs et des véhicules*

Il est formellement interdit de fumer ou de faire usage de briquet ou d'allumettes sur l'aire de mouvement (aire de manœuvre et aire de trafic), dans les hangars, dans les ateliers où sont manipulées des matières inflammables et à moins de quinze mètres des aéronefs, camions-citernes et réservoirs à carburant.

Il est également interdit de jeter des cigarettes, allumettes ou débris enflammés sur les aires de stationnement des aéronefs et les emplacements réservés au stationnement des véhicules.

Art. 24. — Protection des bâtiments et installations

L'aérodrome dispose d'un service de sécurité incendie, chargé de la protection des personnes et des biens. Ce service s'assure du respect des obligations de sécurité pour l'ensemble de l'aérodrome et rend compte à l'exploitant d'aérodrome de toute anomalie.

Chaque bâtiment ou local mis à la disposition de tiers doit être équipé par l'occupant de dispositifs réglementaires de protection contre l'incendie. Le contrôle périodique des extincteurs et leur remise en état incombent à l'occupant.

Il est interdit :

- d'apporter des modifications aux installations électriques sans autorisation préalable de l'exploitant d'aérodrome ;
- d'utiliser les moyens de lutte contre l'incendie pour un autre usage ;
- d'entraver la circulation et de constituer un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque d'un foyer d'incendie ;
- en accord avec la réglementation en vigueur, d'allumer des feux, d'incinérer des détritiques, de procéder à des émissions de fumée, sans l'obtention d'un permis de feu par l'exploitant d'aérodrome, délivré après avis du service de navigation aérienne ;
- de créer des dépôts sauvages ou anarchiques de produits inflammables.

Le stockage et la distribution des carburants et de tous les autres produits inflammables ou volatils s'effectuent conformément à la réglementation en vigueur.

Les agents en poste sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française impose toutes mesures nécessaires à la sécurité.

TITRE VII

Prescriptions sanitaires

Art. 25. — Dispositions générales

D'une manière générale, tout tiers occupant des locaux, bâtiments ou autres sur l'emprise de l'aérodrome est tenu de prendre les mesures nécessaires, conformément aux règles d'hygiène en vigueur en Polynésie française, pour maintenir en bon état de propreté les ouvrages et les installations y compris leurs abords, ainsi que les matériels dont il est responsable.

Les agents en fonction sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

Art. 26. — Dépôt et enlèvement des déchets et matières de décharge

Tout dépôt de déchets ou de matières de décharge est interdit sur l'aérodrome en dehors des emplacements prévus à cet effet par l'exploitant d'aérodrome.

Le dépôt, l'enlèvement et le traitement des déchets sont soumis aux réglementations en vigueur.

Art. 27. — Maintien en bon état d'exploitation de l'aire de mouvement

Les dispositions suivantes sont à observer :

- l'abandon de tout objet est interdit sur l'aire de mouvement ;
- toute personne circulant sur l'aire de mouvement est tenue de ramasser et d'évacuer tout objet pouvant représenter un danger pour la circulation des aéronefs et d'en signaler sans délais la présence à l'exploitant d'aérodrome ;
- une fiche de notification d'événement est rédigée et transmise suivant la procédure en vigueur.

Art. 28. — Propreté des aires de trafic

Les aires de stationnement doivent être tenues en bon état de propreté, l'installation de poubelles y est préconisée.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent, avant et après chaque mouvement de leur appareil, qu'aucun matériel ou débris n'a été laissé sur les postes qu'ils libèrent ou qu'ils vont occuper.

En cas d'incapacité de nettoyer dans un délai raisonnable, l'exploitant d'aérodrome doit en être informé pour que celui-ci prenne les dispositions afin d'y remédier.

Les opérations de remise en état sont facturées à l'exploitant de l'aéronef responsable de l'altération du bon état de propreté.

Art. 29. — Nettoyage des aéronefs et risques de pollution

Le nettoyage extérieur des aéronefs est exclu.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent du nettoyage des postes de stationnement avions après les opérations d'avitaillement ou de vidange de fluides et prennent toutes les dispositions pour éviter toute forme de pollution.

TITRE VIII

Police administrative générale

Art. 30. — Interdiction temporaire d'accès

Lorsque les circonstances ou nécessités l'exigent, le haut-commissaire peut interdire temporairement au public l'accès total ou partiel de l'aérodrome ainsi que la circulation des véhicules, quels qu'ils soient.

Art. 31. — Consommation d'alcool et de substances ayant des effets sur la vigilance

Il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool en zone "côté ville" en dehors du bar restaurant de l'aéroport ;
- d'introduire ou de consommer en zone "côté piste" de l'alcool et des substances ayant des effets sur la vigilance ;
- de laisser entrer ou séjourner dans les lieux de travail des personnes en état d'ivresse.

Pour les personnes impliquées dans l'exploitation et l'entretien de l'aérodrome, le sauvetage et la lutte contre l'incendie des aéronefs, il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool durant leur période de service ;
- de réaliser des activités sous l'influence de l'alcool ou de substance ayant des effets sur la vigilance ou sur ses capacités qui seraient susceptibles de compromettre la sécurité aéroportuaire.

Art. 32. — *Interdictions diverses*

Il est interdit :

- de gêner l'exploitation de l'aérodrome par des attroupements ;
- de pénétrer ou circuler sur l'aérodrome en état d'ivresse ou dans une tenue inconvenante ;
- de se livrer à la mendicité ;
- de procéder, à l'intérieur de l'aérodrome, à des quêtes, des sollicitations, des offres de services, des distributions d'objets quelconques ou de prospectus, des jeux de toute nature, sauf autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome après avis, selon le cas, du responsable local de la police ou de la gendarmerie ;
- de pénétrer ou de séjourner sur l'aéroport avec des animaux, ou de les laisser divaguer.

Art. 33. — *Garde et conservation*

La garde et la conservation des aéronefs, véhicules, matériels et marchandises utilisant les installations de l'aéroport, ne seront en aucun cas à la charge de l'exploitant d'aérodrome, dont la responsabilité ne sera pas engagée pour les pertes ou les dommages ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents.

Art. 34. — *Conservation du domaine de l'aérodrome*

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles du domaine de l'aérodrome, de mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de fleurs, d'abandonner ou de jeter des papiers ou des détritiques ailleurs que dans les corbeilles réservées à cet effet.

Art. 35. — *Mesures antipollution*

Toute activité susceptible de provoquer une pollution peut faire l'objet de mesures supplémentaires édictées par l'exploitant d'aérodrome.

Art. 36. — *Plantations, cultures et fauchage*

Les plantations qui peuvent attirer, servir de reposoir, d'abris ou de zone de reproduction pour les oiseaux sont interdites et doivent être supprimées. A l'exception des services d'entretien de l'aérodrome, seuls les titulaires d'autorisations d'occupation temporaire accordées par l'exploitant d'aérodrome, dans des secteurs agréés par le service de l'aviation civile territorialement compétent, peuvent procéder à des travaux de fauchage ou de culture.

Art. 37. — *Exercice de la chasse*

Sur le domaine de l'aérodrome, seul le personnel en charge de la prévention du péril animalier est autorisé à faire usage de fusil de chasse dans le cadre de sa mission.

Art. 38. — *Stockage des matériaux et implantation de bâtiments*

Toute construction et stockage volumineux de matériaux et objets divers sont soumis à l'autorisation de l'exploitant d'aérodrome et, le cas échéant, du service administratif territorialement compétent.

Art. 39. — *Conditions d'usage des installations*

Les conditions d'usage des installations sont définies et publiées par l'exploitant d'aérodrome.

TITRE IX
Conditions d'exploitation

Art. 40. — *Autorisation d'activité*

Aucune activité industrielle, commerciale ou artisanale ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome sans une autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome.

TITRE X
Sanctions

Art. 41. — *Infractions et contraventions*

Le non-respect de l'une ou l'autre des obligations décrites, notamment, aux titres III à IX du présent arrêté fera l'objet, selon les cas, de sanctions prévues par le code pénal, le code des transports, le code de l'aviation civile ou le code de la route en vigueur en Polynésie française. Ces infractions seront constatées par les agents assermentés de l'Etat, les agents de police judiciaire et de la gendarmerie nationale, chacun pour ce qui le concerne.

Dans le cas des contraventions de grande voirie et des contraventions au code de la route, toute personne contrevenant aux dispositions du présent arrêté prises en application du II de l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile sera punie :

- de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe, lorsque l'infraction aura été commise à l'intérieur de la zone "côté piste" ;
- de l'amende prévue pour les contraventions de la 3^e classe lorsque l'infraction aura été commise en zone "côté ville".

TITRE XI
Dispositions particulières

Art. 42. — *Abrogation de l'arrêté précédent*

L'arrêté n° 1932 AC.DIR.INFRA du 5 décembre 1979 est abrogé.

TITRE XII
Exécution, publication et affichage

Art. 43. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du cabinet du haut-commissariat, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et affiché par les soins de l'exploitant d'aérodrome aux emplacements réservés à cet effet dans l'enceinte de l'aérodrome.

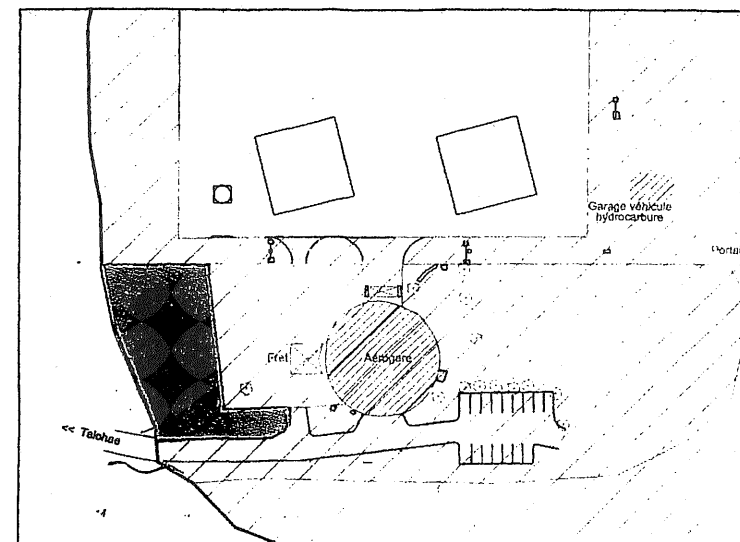
Fait à Papeete, le 11 octobre 2017.
René BIDAL.

POLYNÉSIE FRANÇAISE	
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS INTERIEURS	MINISTÈRE DES TRAVAIUX PUBLICS ET DE LA MER
DIRECTION DE L'AVIATION CIVILE SECTION AERODROMES	
DELIMITATIONS DES ZONES LIMITES DES ZONES CONSTITUANT L'AERODROME DE NUKU HIVA	

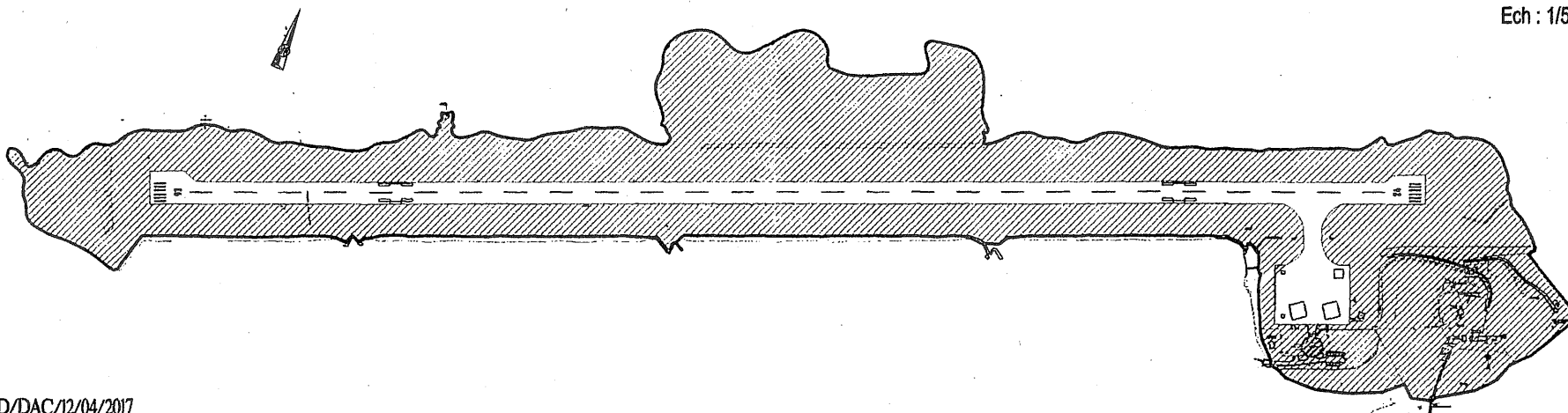
AERODROME DE NUKU HIVA

DELIMITATION DES ZONES

-  LIMITE CLOTURE
-  ZONE COTE VILLE
-  ZONE COTE PISTE
-  ZONE COTE PRIVATIVE (LOGEMENTS)



Ech : 1/5000



NTMD/DAC/12/04/2017

ARRETE n° HC 779 AC.DIR du 11 octobre 2017 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Hiva Oa.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code des transports et notamment son article L. 6332-2 ;

Vu le code de l'aviation civile et notamment les articles R. 213-1-3 à R. 213-1-5 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française de M. René Bidal ;

Vu l'arrêté n° 355 AC.DIR.INFRA du 29 janvier 1973 portant ouverture à usage restreint de l'aérodrome de Hiva Oa ;

Vu l'arrêté du 28 août 2003 modifié relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes,

Arrête :

TITRE Ier
Dispositions générales

Article 1er. — Objet

En vertu du code des transports, notamment l'article L. 6332-2, la police des aérodromes et des installations aéronautiques est assurée par le haut-commissaire de la République qui exerce les pouvoirs impartis au maire dans leur emprise aéronautique.

Le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures relatives :

- au bon ordre, à la sécurité de l'aviation civile et à la salubrité conformément à l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile ;
- à la sûreté de l'aviation civile conformément à l'article R. 213-1-5 du code de l'aviation civile.

Ces mesures s'imposent au public et aux personnes physiques et morales autorisées à occuper ou utiliser les installations de l'aérodrome.

Art. 2. — Définitions

Aire de manœuvre : L'aire de manœuvre comprend les pistes, les voies de circulation avion et leurs dégagements associés ainsi que toutes les aires opérationnelles (aires critiques, aires sensibles, etc.).

Aire de trafic : Les aires de trafic sont des aires destinées aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement des voyageurs, le chargement ou le déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise de carburant, le stationnement ou l'entretien.

Aire de mouvement : L'aire de mouvement comprend l'aire de manœuvre et la ou les aires de trafic.

Zone "côté piste" : Aire de mouvement et la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents de l'aérodrome, dont l'accès est réglementé.

Zone "côté ville" : Parties de l'aérodrome qui ne se trouvent pas du côté piste, y compris tout ou partie des terrains et des bâtiments limitrophes.

TITRE II
Délimitation des zones

Art. 3. — Limites des zones constituant l'aérodrome

L'ensemble des terrains est divisé en deux zones :

- une zone publique "côté ville" ;
- une zone "côté piste" non librement accessible.

Les limites de ces zones sont figurées sur le plan annexé au présent arrêté (annexe I).

Les plans en couleur sont également consultables dans l'aérogare de Hiva Oa, à la mairie de Hiva Oa et à la direction de l'aviation civile de la Polynésie française.

La zone "côté ville" comprend toute la partie de l'aérodrome accessible au public. Elle inclut notamment :

- les installations pour les passagers ;
- le parc de stationnement pour les véhicules.

La zone "côté piste" comprend notamment :

- l'aire de manœuvre et les accotements de la piste ;
- l'aire de trafic ;
- les bâtiments techniques : la vigie et les locaux annexes, le hangar SSLIA (service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs), la centrale électrique de secours et les locaux techniques.

TITRE III
Circulation des personnes

Art. 4. — Circulation en zone "côté ville"

La zone "côté ville" est librement accessible au public.

Toutefois, l'accès aux installations se trouvant en zone "côté ville" peut être réglementé par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française pour des raisons relatives à la sécurité ou à la sûreté.

Art. 5. — Circulation sur l'aire de trafic

Les personnes admises à pénétrer et à circuler sur l'aire de trafic en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile et de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- les agents du SSLIA (service de sauvetage et lutte contre l'incendie des aéronefs) et de l'exploitant de l'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ou de l'exploitation de l'aérodrome ;
- les prestataires d'assistance en escale ;
- les agents des compagnies aériennes ;
- les exploitants d'aéronefs privés et commerciaux ;
- les agents de police judiciaire, de la gendarmerie et des douanes, dans le cadre des opérations de contrôle.

Ces autorisations sont valables exclusivement pour des motifs professionnels.

Ces agents sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) et doivent être munis de leur carte de service.

En cas de besoin, les agents du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, de l'exploitant de l'aérodrome ou de la gendarmerie des transports aériens peuvent procéder aux contrôles nécessaires.

Les personnes suivantes sont également admises à circuler "côté piste", sur les aires de trafic :

- passagers d'aviation commerciale munis d'un titre de transport et sous la responsabilité de l'exploitant d'aéronef ou de son représentant ;
- passagers d'aviation générale accompagnés par le commandant de bord ou par une personne autorisée par l'exploitant d'aérodrome et se conformant aux dispositions de l'arrêté de police ;
- membres d'équipage des aéronefs civils ou militaires, munis de leur licence, carte de pilote ou certificat de membre d'équipage en cours de validité ;
- personnes autorisées par l'exploitant d'aérodrome.

Pour les trois premières catégories de personnes, l'autorisation n'est valable que pour se rendre de l'aérogare à l'avion et *vice-versa*, en empruntant les accès aménagés à cet effet.

Lorsqu'ils agissent dans le cadre de leurs fonctions, les commandants de bord sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471), et doivent être munis de leur carte de service ou titre aéronautique.

La traversée des voies de circulation avions s'effectuent à une distance minimale de 150 mètres devant les aéronefs en mouvement et à une distance minimale de 100 mètres à l'arrière d'un aéronef dont les moteurs sont en marche.

Art. 6. — Transfert de passagers

Il est de la responsabilité de l'exploitant d'aéronef ou de son représentant, d'assurer la sécurité des passagers dont il a la charge.

L'exploitant d'aéronef doit disposer du personnel nécessaire pour :

- assurer sous la conduite d'un ou plusieurs de ses agents ou de sa société d'assistance en escale, l'acheminement des passagers entre l'aérogare et l'aéronef, et inversement ;
- garantir le respect du périmètre de sécurité incendie d'un avitaillement.

Art. 7. — Conditions d'embarquement et de débarquement des passagers

Les opérations d'embarquement et de débarquement des passagers et de fret ne s'effectuent que si l'aéronef est calé, les moteurs à l'arrêt ou leurs hélices freinées.

Art. 8. — Accès aux bâtiments techniques

Sauf pour les missions d'urgence, les personnes admises à pénétrer dans les bâtiments techniques en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile et de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- les agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ;
- les personnes accompagnées ou convoyées par un agent du service d'Etat de l'aviation civile ou de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française, ou par un agent de l'exploitant d'aérodrome.

Art. 9. — Circulation sur l'aire de manœuvre

Les personnes autorisées à accéder aux zones de l'aire de manœuvre doivent être en possession d'un titre de circulation à moins qu'elles soient accompagnées ou convoyées par une personne titulaire d'un tel titre de circulation.

Durant l'exercice des fonctions exercées, les titres d'accès suivants constituent un titre de circulation :

- carte de service des agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- carte de service des agents du service d'Etat de l'aviation civile ou de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- carte professionnelle des agents de la gendarmerie des transports aériens ;
- autorisation accordée par l'exploitant d'aérodrome portant mention de la période.

Les personnes autorisées et circulant à pied sur l'aire de manœuvre doivent avoir reçu une formation relative aux risques inhérents aux activités en milieu aéronautique où elles sont amenées à travailler et sont tenues de respecter les règles suivantes :

- porter en permanence un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) comportant le sigle ou le nom de la société employant le piéton ;
- emprunter les voies matérialisées à cet effet ;
- laisser la priorité aux aéronefs dans tous les cas.

TITRE IV *Circulation des véhicules*

Art. 10.— *Conduite des véhicules*

Les conducteurs de tout véhicule circulant ou stationnant sur l'aérodrome observent les règles générales de circulation édictées par le code de la route et sont tenus d'obtempérer aux injonctions des agents de la force publique, des agents des douanes, des agents relevant du service de navigation aérienne ou des agents de l'exploitant d'aérodrome.

Sauf pour les véhicules du SSLIA en mission d'urgence, la vitesse est limitée à :

- 30 kilomètres/heure sur les aires de trafic, voies associées et route en front d'aérogare ;
- 50 kilomètres/heure sur les autres voies de circulation.

Les conducteurs circulant sur les voies de circulation avion restent responsables de la prévention des collisions avec les aéronefs auxquels ils laissent la priorité lorsque ceux-ci sont en mouvement ou sont tractés.

La traversée des voies de circulation avion s'effectue obligatoirement dans les cheminements véhicules établis et délimités à cet effet en respectant une distance minimale de 150 mètres devant les aéronefs en mouvement et de 100 mètres derrière ces aéronefs en mouvement.

Art. 11.— *Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté ville"*

L'accès au parc de stationnement existant en zone "côté ville" est réservé aux véhicules privés ou administratifs ayant un besoin légitime de s'y trouver.

Le stationnement est strictement limité à la durée de présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour.

Il est interdit de stationner en dehors des emplacements prévus à cet effet.

Art. 12.— *Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté piste"*

Les véhicules des services suivants sont admis à circuler en zone "côté piste" :

- SSLIA de l'aérodrome ;
- services chargés de la navigation aérienne ;
- services chargés de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;
- exploitants aériens, sociétés d'assistance et sociétés de distribution de carburant pour l'aviation, y compris les engins spéciaux ;
- gendarmerie des transports aériens ;

- véhicules et engins exceptionnels escortés par un véhicule des agents du service d'Etat de l'aviation civile, de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ou de l'exploitant d'aérodrome ;
- entreprises en charge de travaux.

Les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur l'aire de mouvement, les services de secours d'urgence, la gendarmerie nationale, ainsi que les personnes chargées de dépanner sont autorisés à accéder temporairement sur l'aire de mouvement en accord avec le service du contrôle ou, en cas de fermeture de ce service, de l'exploitant d'aérodrome.

Art. 13.— *Règles spéciales de circulation et de stationnement sur les aires de trafic*

Les conducteurs laissent en toutes circonstances la priorité aux aéronefs et aux passagers et se conforment aux instructions des personnels de l'exploitant d'aérodrome.

En outre :

- en dehors des emplacements réservés à cet effet, aucun véhicule, engin ou matériel, n'est laissé en stationnement sur les aires de trafic sauf ceux de l'exploitant d'aérodrome et du service de navigation aérienne dans le cadre de réalisation de travaux ;
- sur l'aire de trafic, la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules, engins et matériels, ainsi que des agents autorisés à les conduire, est assurée par le personnel de l'exploitant d'aérodrome ;
- sur l'aire de trafic, l'usage des feux de route (phares) est interdit en toute circonstance.

Art. 14.— *Attestation de formation à la conduite sur les aires de trafic*

L'autorisation de conduite est subordonnée à une formation préalable assurée par l'employeur qui délivre une attestation.

Art. 15.— *Véhicules autorisés à circuler sur l'aire de manœuvre*

Pour pouvoir circuler sur l'aire de manœuvre des aéronefs et ses zones de servitudes, les véhicules doivent être munis (sauf véhicules escortés) d'un équipement et d'une signalisation spéciale ainsi définis :

- équipement radio (fixe ou portatif) permettant une liaison bilatérale avec l'organisme de la navigation aérienne (ou en l'absence de ce service, l'écoute et la transmission de messages d'auto information) ;
- gyrophare ou feux à éclat de couleur jaune, la couleur bleue étant réservée aux véhicules spécifiés par le code de la route.

Sont seuls autorisés à circuler les véhicules suivants :

- a) les véhicules techniques des services suivants (sous réserve qu'ils portent d'une manière apparente la marque de l'organisme propriétaire) :
- SSLIA et SPPA (service de prévention du péril animalier) de l'aérodrome ;
 - service chargé de la navigation aérienne ;
 - service chargé de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;
 - gendarmerie des transports aériens ;
- b) les véhicules escortés par un véhicule du service chargé de la navigation aérienne ou de l'exploitant d'aérodrome ;
- c) les véhicules des entreprises en charge des travaux autorisés par l'exploitant d'aérodrome.

Art. 16. — Règles spéciales de circulation et de stationnement sur l'aire de manœuvre

La circulation et le stationnement sur l'aire de manœuvre et ses dégagements sont subordonnés à une autorisation du service de navigation aérienne et au maintien d'une liaison bilatérale permanente avec cet organisme.

Aucun véhicule ou engin n'est laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de manœuvre ou à ses abords.

Art. 17. — Aires critiques de protection des moyens radioélectriques

Les conducteurs font preuve de toute la prudence rendue nécessaire par l'existence des aires critiques qui définissent des zones protégées de tout obstacle dont la présence perturberait le signal électromagnétique des moyens de radio navigation de l'aérodrome.

Art. 18. — Attestation de formation à la conduite sur l'aire de manœuvre

Tout conducteur d'un véhicule, ou d'un engin ou d'un matériel, sur l'aire de manœuvre est détenteur de l'attestation de formation aux règles de circulation et de stationnement délivrée par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne, dans les conditions définies par la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation à la circulation des véhicules et engins sur les aérodromes.

Art. 19. — Conditions particulières à respecter sur les postes de stationnement avions

Les aéronefs stationnent impérativement aux emplacements désignés par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne.

Les conducteurs des véhicules marquent systématiquement un temps d'arrêt en limite du poste de stationnement en arrivant ou en quittant un poste de stationnement, ainsi que pour emprunter un cheminement véhicule.

La marche arrière ne sera pratiquée que si ce mouvement est guidé par une personne au sol.

L'accès à un poste de stationnement avion n'est autorisé que lorsque l'avion qui l'occupe est calé et moteurs à l'arrêt.

Le périmètre de sécurité collision d'un aéronef ne peut être franchi lorsque les feux anticollision sont allumés.

Art. 20. — Contrôle de la circulation

Le contrôle de la circulation des personnes et des véhicules sur l'aire de manœuvre et l'aire de trafic est assuré par la gendarmerie et par les agents de l'exploitant d'aérodrome.

TITRE V

Mesures applicables pour les escales d'aéronefs

Art. 21. — Mesures applicables aux exploitants d'aéronefs évoluant ou stationnant sur l'aire de trafic

Sur l'aire de trafic, l'exploitant de l'aéronef, ou son assistant en escale, s'assure du respect des règles de sécurité lors de l'arrivée, du départ et de l'escale de l'aéronef, notamment de celles concernant la prévention des abordages, des collisions et des risques liés au souffle ou à l'aspiration des moteurs.

Art. 22. — Règles applicables durant les opérations d'avitaillement

L'avitaillement en carburant des aéronefs est réalisé en se conformant strictement aux textes et réglementations en vigueur, et notamment :

- à l'arrêté du 23 janvier 1980 modifié relatif aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes ;
- à l'arrêté du 12 décembre 2000 relatif à l'avitaillement des aéronefs sur les aérodromes.

Les règles complémentaires suivantes doivent être observées :

- seul le personnel nécessaire à l'avitaillement et aux opérations à effectuer sur l'avion peut pénétrer le périmètre de sécurité incendie. Ce personnel ne portera pas de chaussures à ferrure ;
- toute utilisation d'appareils susceptibles de provoquer des étincelles, de flashes photographiques ou de téléphones portables est interdite ;
- l'activation des feux anticollision indiquant la mise en route imminente des moteurs, il est impératif d'interrompre sans délais l'avitaillement et d'en avertir le pilote.

TITRE VI

Mesures de protection contre l'incendie

Art. 23. — Précautions à prendre à l'égard des aéronefs et des véhicules

Il est formellement interdit de fumer ou de faire usage de briquet ou d'allumettes sur l'aire de mouvement (aire de manœuvre et aire de trafic), dans les hangars, dans les ateliers où sont manipulées des matières inflammables et à moins de quinze mètres des aéronefs, camions-citernes et réservoirs à carburant.

Il est également interdit de jeter des cigarettes, allumettes ou débris enflammés sur les aires de stationnement des aéronefs et les emplacements réservés au stationnement des véhicules.

Art. 24. — Protection des bâtiments et installations

L'aérodrome dispose d'un service de sécurité incendie, chargé de la protection des personnes et des biens. Ce service s'assure du respect des obligations de sécurité pour l'ensemble de l'aérodrome et rend compte à l'exploitant d'aérodrome de toute anomalie.

Chaque bâtiment ou local mis à la disposition de tiers doit être équipé par l'occupant de dispositifs réglementaires de protection contre l'incendie. Le contrôle périodique des extincteurs et leur remise en état incombent à l'occupant.

Il est interdit :

- d'apporter des modifications aux installations électriques sans autorisation préalable de l'exploitant d'aérodrome ;
- d'utiliser les moyens de lutte contre l'incendie pour un autre usage ;
- d'entraver la circulation et de constituer un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque d'un foyer d'incendie ;
- en accord avec la réglementation en vigueur, d'allumer des feux, d'incinérer des détritiques, de procéder à des émissions de fumée, sans l'obtention d'un permis de feu par l'exploitant d'aérodrome, délivré après avis du service de navigation aérienne ;
- de créer des dépôts sauvages ou anarchiques de produits inflammables.

Le stockage et la distribution des carburants et de tous les autres produits inflammables ou volatils s'effectuent conformément à la réglementation en vigueur.

Les agents en poste sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française impose toutes mesures nécessaires à la sécurité.

TITRE VII

Prescriptions sanitaires

Art. 25. — Dispositions générales

D'une manière générale, tout tiers occupant des locaux, bâtiments ou autres sur l'emprise de l'aérodrome est tenu de prendre les mesures nécessaires, conformément aux règles d'hygiène en vigueur en Polynésie française, pour maintenir en bon état de propreté les ouvrages et les installations y compris leurs abords, ainsi que les matériels dont il est responsable.

Les agents en fonction sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

Art. 26. — Dépôt et enlèvement des déchets et matières de décharge

Tout dépôt de déchets ou de matières de décharge est interdit sur l'aérodrome en dehors des emplacements prévus à cet effet par l'exploitant d'aérodrome.

Le dépôt, l'enlèvement et le traitement des déchets sont soumis aux réglementations en vigueur.

Art. 27. — Maintien en bon état d'exploitation de l'aire de mouvement

Les dispositions suivantes sont à observer :

- l'abandon de tout objet est interdit sur l'aire de mouvement ;
- toute personne circulant sur l'aire de mouvement est tenue de ramasser et d'évacuer tout objet pouvant représenter un danger pour la circulation des aéronefs et d'en signaler sans délais la présence à l'exploitant d'aérodrome ;
- une fiche de notification d'événement est rédigée et transmise suivant la procédure en vigueur.

Art. 28. — Propreté des aires de trafic

Les aires de stationnement doivent être tenues en bon état de propreté, l'installation de poubelles y est préconisée.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent, avant et après chaque mouvement de leur appareil, qu'aucun matériel ou débris n'a été laissé sur les postes qu'ils libèrent ou qu'ils vont occuper.

En cas d'incapacité de nettoyer dans un délai raisonnable, l'exploitant d'aérodrome doit en être informé pour que celui-ci prenne les dispositions afin d'y remédier.

Les opérations de remise en état sont facturées à l'exploitant de l'aéronef responsable de l'altération du bon état de propreté.

Art. 29. — Nettoyage des aéronefs et risques de pollution

Le nettoyage extérieur des aéronefs est exclu.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent du nettoyage des postes de stationnement avions après les opérations d'avitaillement ou de vidange de fluides et prennent toutes les dispositions pour éviter toute forme de pollution.

TITRE VIII

Police administrative générale

Art. 30. — Interdiction temporaire d'accès

Lorsque les circonstances ou nécessités l'exigent, le haut-commissaire peut interdire temporairement au public l'accès total ou partiel de l'aérodrome ainsi que la circulation des véhicules, quels qu'ils soient.

Art. 31. — Consommation d'alcool et de substances ayant des effets sur la vigilance

Il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool en zone "côté ville" en dehors du bar restaurant de l'aéroport ;
- d'introduire ou de consommer en zone "côté piste" de l'alcool et des substances ayant des effets sur la vigilance ;
- de laisser entrer ou séjourner dans les lieux de travail des personnes en état d'ivresse.

Pour les personnes impliquées dans l'exploitation et l'entretien de l'aérodrome, le sauvetage et la lutte contre l'incendie des aéronefs, il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool durant leur période de service ;
- de réaliser des activités sous l'influence de l'alcool ou de substance ayant des effets sur la vigilance ou sur ses capacités qui seraient susceptibles de compromettre la sécurité aéroportuaire.

Art. 32.— *Interdictions diverses*

Il est interdit :

- de gêner l'exploitation de l'aérodrome par des attroupe-
ments ;
- de pénétrer ou circuler sur l'aérodrome en état d'ivresse
ou dans une tenue inconvenante ;
- de se livrer à la mendicité ;
- de procéder, à l'intérieur de l'aérodrome, à des quêtes, des
sollicitations, des offres de services, des distributions
d'objets quelconques ou de prospectus, des jeux de toute
nature, sauf autorisation spéciale délivrée par l'exploitant
d'aérodrome après avis, selon le cas, du responsable local
de la police ou de la gendarmerie ;
- de pénétrer ou de séjourner sur l'aéroport avec des
animaux, ou de les laisser divaguer.

Art. 33.— *Garde et conservation*

La garde et la conservation des aéronefs, véhicules, matériels et marchandises utilisant les installations de l'aéroport, ne seront en aucun cas à la charge de l'exploitant d'aérodrome, dont la responsabilité ne sera pas engagée pour les pertes ou les dommages ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents.

Art. 34.— *Conservation du domaine de l'aérodrome*

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles du domaine de l'aérodrome, de mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de fleurs, d'abandonner ou de jeter des papiers ou des détritiques ailleurs que dans les corbeilles réservées à cet effet.

Art. 35.— *Mesures antipollution*

Toute activité susceptible de provoquer une pollution peut faire l'objet de mesures supplémentaires édictées par l'exploitant d'aérodrome.

Art. 36.— *Plantations, cultures et fauchage*

Les plantations qui peuvent attirer, servir de reposoir, d'abris ou de zone de reproduction pour les oiseaux sont interdites et doivent être supprimées. A l'exception des services d'entretien de l'aérodrome, seuls les titulaires d'autorisations d'occupation temporaire accordées par l'exploitant d'aérodrome, dans des secteurs agréés par le service de l'aviation civile territorialement compétent, peuvent procéder à des travaux de fauchage ou de culture.

Art. 37.— *Exercice de la chasse*

Sur le domaine de l'aérodrome, seul le personnel en charge de la prévention du péril animalier est autorisé à faire usage de fusil de chasse dans le cadre de sa mission.

Art. 38.— *Stockage des matériaux et implantation de bâtiments*

Toute construction et stockage volumineux de matériaux et objets divers sont soumis à l'autorisation de l'exploitant d'aérodrome et, le cas échéant, du service administratif territorialement compétent.

Art. 39.— *Conditions d'usage des installations*

Les conditions d'usage des installations sont définies et publiées par l'exploitant d'aérodrome.

TITRE IX *Conditions d'exploitation*

Art. 40.— *Autorisation d'activité*

Aucune activité industrielle, commerciale ou artisanale ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome sans une autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome.

TITRE X *Sanctions*

Art. 41.— *Infractions et contraventions*

Le non-respect de l'une ou l'autre des obligations décrites, notamment, aux titres III à IX du présent arrêté fera l'objet, selon les cas, de sanctions prévues par le code pénal, le code des transports, le code de l'aviation civile ou le code de la route en vigueur en Polynésie française. Ces infractions seront constatées par les agents assermentés de l'Etat, les agents de police judiciaire et de la gendarmerie nationale, chacun pour ce qui le concerne.

Dans le cas des contraventions de grande voirie et des contraventions au code de la route, toute personne contrevenant aux dispositions du présent arrêté prises en application du II de l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile sera punie :

- de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe, lorsque l'infraction aura été commise à l'intérieur de la zone "côté piste" ;
- de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe lorsque l'infraction aura été commise en zone "côté ville".

TITRE XI *Dispositions particulières*

Art. 42.— *Abrogation de l'arrêté précédent*

L'arrêté n° 784 CM du 10 septembre 1993 est abrogé.

TITRE XII *Exécution, publication et affichage*

Art. 43.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du cabinet du haut-commissariat, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et affiché par les soins de l'exploitant d'aérodrome aux emplacements réservés à cet effet dans l'enceinte de l'aérodrome.

Fait à Papeete, le 11 octobre 2017.
René BIDAL.

Ech : 1/5000

ARRETE n° HC 780 AC.DIR du 11 octobre 2017 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Ua Huka.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code des transports et notamment son article L. 6332-2 ;

Vu le code de l'aviation civile et notamment les articles R. 213-1-3 à R. 213-1-5 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française de M. René Bidal ;

Vu l'arrêté n° 354 AC.DIR.INFRA du 29 janvier 1973 portant ouverture à usage restreint de l'aérodrome de Ua Huka ;

Vu l'arrêté du 28 août 2003 modifié relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes,

Arrête :

TITRE Ier

Dispositions générales

Article 1er. — Objet

En vertu du code des transports, notamment l'article L. 6332-2, la police des aérodromes et des installations aéronautiques est assurée par le haut-commissaire de la République qui exerce les pouvoirs impartis au maire dans leur emprise aéronautique.

Le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures relatives :

- au bon ordre, à la sécurité de l'aviation civile et à la salubrité conformément à l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile ;
- à la sûreté de l'aviation civile conformément à l'article R. 213-1-5 du code de l'aviation civile.

Ces mesures s'imposent au public et aux personnes physiques et morales autorisées à occuper ou utiliser les installations de l'aérodrome.

Art. 2. — Définitions

Aire de manœuvre : L'aire de manœuvre comprend les pistes, les voies de circulation avion et leurs dégagements associés ainsi que toutes les aires opérationnelles (aires critiques, aires sensibles, etc.).

Aire de trafic : Les aires de trafic sont des aires destinées aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement des voyageurs, le chargement ou le déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise de carburant, le stationnement ou l'entretien.

Aire de mouvement : L'aire de mouvement comprend l'aire de manœuvre et la ou les aires de trafic.

Zone "côté piste" : Aire de mouvement et la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents de l'aérodrome, dont l'accès est réglementé.

Zone "côté ville" : Parties de l'aérodrome qui ne se trouvent pas du côté piste, y compris tout ou partie des terrains et des bâtiments limitrophes.

TITRE II

Délimitation des zones

Art. 3. — Limites des zones constituant l'aérodrome

L'ensemble des terrains est divisé en deux zones :

- une zone publique "côté ville" ;
- une zone "côté piste" non librement accessible.

Les limites de ces zones sont figurées sur le plan annexé au présent arrêté (annexe I).

Les plans en couleur sont également consultables dans l'aérogare de Ua Huka, à la mairie de Ua Huka et à la direction de l'aviation civile de la Polynésie française.

La zone "côté ville" comprend toute la partie de l'aérodrome accessible au public. Elle inclut notamment :

- les installations pour les passagers ;
- le parc de stationnement pour les véhicules.

La zone "côté piste" comprend notamment :

- l'aire de manœuvre et les accotements de la piste ;
- l'aire de trafic ;
- les bâtiments techniques : la vigie et les locaux annexes, le hangar SSLIA (service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs), la centrale électrique de secours et les locaux techniques.

TITRE III

Circulation des personnes

Art. 4. — Circulation en zone "côté ville"

La zone "côté ville" est librement accessible au public.

Toutefois, l'accès aux installations se trouvant en zone "côté ville" peut être réglementé par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française pour des raisons relatives à la sécurité ou à la sûreté.

Art. 5. — Circulation sur l'aire de trafic

Les personnes admises à pénétrer et à circuler sur l'aire de trafic en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile et de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- les agents du SSLIA (service de sauvetage et lutte contre l'incendie des aéronefs) et de l'exploitant de l'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ou de l'exploitation de l'aérodrome ;
- les prestataires d'assistance en escale ;
- les agents des compagnies aériennes ;
- les exploitants d'aéronefs privés et commerciaux ;
- les agents de police judiciaire, de la gendarmerie et des douanes, dans le cadre des opérations de contrôle.

Ces autorisations sont valables exclusivement pour des motifs professionnels.

Ces agents sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) et doivent être munis de leur carte de service.

En cas de besoin, les agents du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, de l'exploitant de l'aérodrome ou de la gendarmerie des transports aériens peuvent procéder aux contrôles nécessaires.

Les personnes suivantes sont également admises à circuler "côté piste", sur les aires de trafic :

- passagers d'aviation commerciale munis d'un titre de transport et sous la responsabilité de l'exploitant d'aéronef ou de son représentant ;
- passagers d'aviation générale accompagnés par le commandant de bord ou par une personne autorisée par l'exploitant d'aérodrome et se conformant aux dispositions de l'arrêté de police ;
- membres d'équipage des aéronefs civils ou militaires, munis de leur licence, carte de pilote ou certificat de membre d'équipage en cours de validité ;
- personnes autorisées par l'exploitant d'aérodrome.

Pour les trois premières catégories de personnes, l'autorisation n'est valable que pour se rendre de l'aérogare à l'avion et *vice-versa*, en empruntant les accès aménagés à cet effet.

Lorsqu'ils agissent dans le cadre de leurs fonctions, les commandants de bord sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471), et doivent être munis de leur carte de service ou titre aéronautique.

La traversée des voies de circulation avions s'effectuent à une distance minimale de 150 mètres devant les aéronefs en mouvement et à une distance minimale de 100 mètres à l'arrière d'un aéronef dont les moteurs sont en marche.

Art. 6. — Transfert de passagers

Il est de la responsabilité de l'exploitant d'aéronef ou de son représentant, d'assurer la sécurité des passagers dont il a la charge.

L'exploitant d'aéronef doit disposer du personnel nécessaire pour :

- assurer sous la conduite d'un ou plusieurs de ses agents ou de sa société d'assistance en escale, l'acheminement des passagers entre l'aérogare et l'aéronef, et inversement ;
- garantir le respect du périmètre de sécurité incendie d'un avitaillement.

Art. 7. — Conditions d'embarquement et de débarquement des passagers

Les opérations d'embarquement et de débarquement des passagers et de fret ne s'effectuent que si l'aéronef est calé, les moteurs à l'arrêt ou leurs hélices freinées.

Art. 8. — Accès aux bâtiments techniques

Sauf pour les missions d'urgence, les personnes admises à pénétrer dans les bâtiments techniques en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile et de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- les agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ;
- les personnes accompagnées ou convoyées par un agent du service d'Etat de l'aviation civile ou de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française, ou par un agent de l'exploitant d'aérodrome.

Art. 9. — Circulation sur l'aire de manœuvre

Les personnes autorisées à accéder aux zones de l'aire de manœuvre doivent être en possession d'un titre de circulation à moins qu'elles soient accompagnées ou convoyées par une personne titulaire d'un tel titre de circulation.

Durant l'exercice des fonctions exercées, les titres d'accès suivants constituent un titre de circulation :

- carte de service des agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- carte de service des agents du service d'Etat de l'aviation civile ou de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- carte professionnelle des agents de la gendarmerie des transports aériens ;
- autorisation accordée par l'exploitant d'aérodrome portant mention de la période.

Les personnes autorisées et circulant à pied sur l'aire de manœuvre doivent avoir reçu une formation relative aux risques inhérents aux activités en milieu aéronautique où elles sont amenées à travailler et sont tenues de respecter les règles suivantes :

- porter en permanence un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) comportant le sigle ou le nom de la société employant le piéton ;
- emprunter les voies matérialisées à cet effet ;
- laisser la priorité aux aéronefs dans tous les cas.

TITRE IV

*Circulation des véhicules*Art. 10. — *Conduite des véhicules*

Les conducteurs de tout véhicule circulant ou stationnant sur l'aérodrome observent les règles générales de circulation édictées par le code de la route et sont tenus d'obtempérer aux injonctions des agents de la force publique, des agents des douanes, des agents relevant du service de navigation aérienne ou des agents de l'exploitant d'aérodrome.

Sauf pour les véhicules du SSLIA en mission d'urgence, la vitesse est limitée à :

- 30 kilomètres/heure sur les aires de trafic, voies associées et route en front d'aérogare ;
- 50 kilomètres/heure sur les autres voies de circulation.

Les conducteurs circulant sur les voies de circulation avion restent responsables de la prévention des collisions avec les aéronefs auxquels ils laissent la priorité lorsque ceux-ci sont en mouvement ou sont tractés.

La traversée des voies de circulation avion s'effectue obligatoirement dans les cheminements véhicules établis et délimités à cet effet en respectant une distance minimale de 150 mètres devant les aéronefs en mouvement et de 100 mètres derrière ces aéronefs en mouvement.

Art. 11. — *Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté ville"*

L'accès au parc de stationnement existant en zone "côté ville" est réservé aux véhicules privés ou administratifs ayant un besoin légitime de s'y trouver.

Le stationnement est strictement limité à la durée de présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour.

Il est interdit de stationner en dehors des emplacements prévus à cet effet.

Art. 12. — *Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté piste"*

Les véhicules des services suivants sont admis à circuler en zone "côté piste" :

- SSLIA de l'aérodrome ;
- services chargés de la navigation aérienne ;
- services chargés de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;
- exploitants aériens, sociétés d'assistance et sociétés de distribution de carburant pour l'aviation, y compris les engins spéciaux ;
- gendarmerie des transports aériens ;
- véhicules et engins exceptionnels escortés par un véhicule des agents du service d'Etat de l'aviation civile, de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ou de l'exploitant d'aérodrome ;
- entreprises en charge de travaux.

Les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur l'aire de mouvement, les services de secours d'urgence, la gendarmerie nationale, ainsi que les personnes chargées de dépanner sont autorisés à accéder temporairement sur l'aire de mouvement en accord avec le service du contrôle ou, en cas de fermeture de ce service, de l'exploitant d'aérodrome.

Art. 13. — *Règles spéciales de circulation et de stationnement sur les aires de trafic*

Les conducteurs laissent en toutes circonstances la priorité aux aéronefs et aux passagers et se conforment aux instructions des personnels de l'exploitant d'aérodrome.

En outre :

- en dehors des emplacements réservés à cet effet, aucun véhicule, engin ou matériel, n'est laissé en stationnement sur les aires de trafic sauf ceux de l'exploitant d'aérodrome et du service de navigation aérienne dans le cadre de réalisation de travaux ;
- sur l'aire de trafic, la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules, engins et matériels, ainsi que des agents autorisés à les conduire, est assurée par le personnel de l'exploitant d'aérodrome ;
- sur l'aire de trafic, l'usage des feux de route (phares) est interdit en toute circonstance.

Art. 14. — *Attestation de formation à la conduite sur les aires de trafic*

L'autorisation de conduite est subordonnée à une formation préalable assurée par l'employeur qui délivre une attestation.

Art. 15. — *Véhicules autorisés à circuler sur l'aire de manœuvre*

Pour pouvoir circuler sur l'aire de manœuvre des aéronefs et ses zones de servitudes, les véhicules doivent être munis (sauf véhicules escortés) d'un équipement et d'une signalisation spéciale ainsi définis :

- équipement radio (fixe ou portatif) permettant une liaison bilatérale avec l'organisme de la navigation aérienne (ou en l'absence de ce service, l'écoute et la transmission de messages d'auto information) ;
- gyrophare ou feux à éclat de couleur jaune, la couleur bleue étant réservée aux véhicules spécifiés par le code de la route.

Sont seuls autorisés à circuler les véhicules suivants :

- a) les véhicules techniques des services suivants (sous réserve qu'ils portent d'une manière apparente la marque de l'organisme propriétaire) :
 - SSLIA et SPPA (service de prévention du péril animalier) de l'aérodrome ;
 - service chargé de la navigation aérienne ;
 - service chargé de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;
 - gendarmerie des transports aériens ;

- b) les véhicules escortés par un véhicule du service chargé de la navigation aérienne ou de l'exploitant d'aérodrome ;
- c) les véhicules des entreprises en charge des travaux autorisés par l'exploitant d'aérodrome.

Art. 16. — *Règles spéciales de circulation et de stationnement sur l'aire de manœuvre*

La circulation et le stationnement sur l'aire de manœuvre et ses dégagements sont subordonnés à une autorisation du service de navigation aérienne et au maintien d'une liaison bilatérale permanente avec cet organisme.

Aucun véhicule ou engin n'est laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de manœuvre ou à ses abords.

Art. 17. — *Aires critiques de protection des moyens radioélectriques*

Les conducteurs font preuve de toute la prudence rendue nécessaire par l'existence des aires critiques qui définissent des zones protégées de tout obstacle dont la présence perturberait le signal électromagnétique des moyens de radio navigation de l'aérodrome.

Art. 18. — *Attestation de formation à la conduite sur l'aire de manœuvre*

Tout conducteur d'un véhicule, ou d'un engin ou d'un matériel, sur l'aire de manœuvre est détenteur de l'attestation de formation aux règles de circulation et de stationnement délivrée par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne, dans les conditions définies par la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation à la circulation des véhicules et engins sur les aérodromes.

Art. 19. — *Conditions particulières à respecter sur les postes de stationnement avions*

Les aéronefs stationnent impérativement aux emplacements désignés par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne.

Les conducteurs des véhicules marquent systématiquement un temps d'arrêt en limite du poste de stationnement en arrivant ou en quittant un poste de stationnement, ainsi que pour emprunter un cheminement véhicule.

La marche arrière ne sera pratiquée que si ce mouvement est guidé par une personne au sol.

L'accès à un poste de stationnement avion n'est autorisé que lorsque l'avion qui l'occupe est calé et moteurs à l'arrêt.

Le périmètre de sécurité collision d'un aéronef ne peut être franchi lorsque les feux anticollision sont allumés.

Art. 20. — *Contrôle de la circulation*

Le contrôle de la circulation des personnes et des véhicules sur l'aire de manœuvre et l'aire de trafic est assuré par la gendarmerie et par les agents de l'exploitant d'aérodrome.

TITRE V

Mesures applicables pour les escales d'aéronefs

Art. 21. — *Mesures applicables aux exploitants d'aéronefs évoluant ou stationnant sur l'aire de trafic*

Sur l'aire de trafic, l'exploitant de l'aéronef, ou son assistant en escale, s'assure du respect des règles de sécurité lors de l'arrivée, du départ et de l'escale de l'aéronef, notamment de celles concernant la prévention des abordages, des collisions et des risques liés au souffle ou à l'aspiration des moteurs.

Art. 22. — *Règles applicables durant les opérations d'avitaillement*

L'avitaillement en carburant des aéronefs est réalisé en se conformant strictement aux textes et réglementations en vigueur, et notamment :

- à l'arrêté du 23 janvier 1980 modifié relatif aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes ;
- à l'arrêté du 12 décembre 2000 relatif à l'avitaillement des aéronefs sur les aérodromes.

Les règles complémentaires suivantes doivent être observées :

- seul le personnel nécessaire à l'avitaillement et aux opérations à effectuer sur l'avion peut pénétrer le périmètre de sécurité incendie. Ce personnel ne portera pas de chaussures à ferrure ;
- toute utilisation d'appareils susceptibles de provoquer des étincelles, de flashes photographiques ou de téléphones portables est interdite ;
- l'activation des feux anticollision indiquant la mise en route imminente des moteurs, il est impératif d'interrompre sans délais l'avitaillement et d'en avertir le pilote.

TITRE VI

Mesures de protection contre l'incendie

Art. 23. — *Précautions à prendre à l'égard des aéronefs et des véhicules*

Il est formellement interdit de fumer ou de faire usage de briquet ou d'allumettes sur l'aire de mouvement (aire de manœuvre et aire de trafic), dans les hangars, dans les ateliers où sont manipulées des matières inflammables et à moins de quinze mètres des aéronefs, camions-citernes et réservoirs à carburant.

Il est également interdit de jeter des cigarettes, allumettes ou débris enflammés sur les aires de stationnement des aéronefs et les emplacements réservés au stationnement des véhicules.

Art. 24. — *Protection des bâtiments et installations*

L'aérodrome dispose d'un service de sécurité incendie, chargé de la protection des personnes et des biens. Ce service s'assure du respect des obligations de sécurité pour l'ensemble de l'aérodrome et rend compte à l'exploitant d'aérodrome de toute anomalie.

Chaque bâtiment ou local mis à la disposition de tiers doit être équipé par l'occupant de dispositifs réglementaires de protection contre l'incendie. Le contrôle périodique des extincteurs et leur remise en état incombent à l'occupant.

Il est interdit :

- d'apporter des modifications aux installations électriques sans autorisation préalable de l'exploitant d'aérodrome ;
- d'utiliser les moyens de lutte contre l'incendie pour un autre usage ;
- d'entraver la circulation et de constituer un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque d'un foyer d'incendie ;
- en accord avec la réglementation en vigueur, d'allumer des feux, d'incinérer des détritiques, de procéder à des émissions de fumée, sans l'obtention d'un permis de feu par l'exploitant d'aérodrome, délivré après avis du service de navigation aérienne ;
- de créer des dépôts sauvages ou anarchiques de produits inflammables.

Le stockage et la distribution des carburants et de tous les autres produits inflammables ou volatils s'effectuent conformément à la réglementation en vigueur.

Les agents en poste sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française impose toutes mesures nécessaires à la sécurité.

TITRE VII

Prescriptions sanitaires

Art. 25. — *Dispositions générales*

D'une manière générale, tout tiers occupant des locaux, bâtiments ou autres sur l'emprise de l'aérodrome est tenu de prendre les mesures nécessaires, conformément aux règles d'hygiène en vigueur en Polynésie française, pour maintenir en bon état de propreté les ouvrages et les installations y compris leurs abords, ainsi que les matériels dont il est responsable.

Les agents en fonction sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

Art. 26. — *Dépôt et enlèvement des déchets et matières de décharge*

Tout dépôt de déchets ou de matières de décharge est interdit sur l'aérodrome en dehors des emplacements prévus à cet effet par l'exploitant d'aérodrome.

Le dépôt, l'enlèvement et le traitement des déchets sont soumis aux réglementations en vigueur.

Art. 27. — *Maintien en bon état d'exploitation de l'aire de mouvement*

Les dispositions suivantes sont à observer :

- l'abandon de tout objet est interdit sur l'aire de mouvement ;

- toute personne circulant sur l'aire de mouvement est tenue de ramasser et d'évacuer tout objet pouvant représenter un danger pour la circulation des aéronefs et d'en signaler sans délais la présence à l'exploitant d'aérodrome ;
- une fiche de notification d'événement est rédigée et transmise suivant la procédure en vigueur.

Art. 28. — *Propreté des aires de trafic*

Les aires de stationnement doivent être tenues en bon état de propreté, l'installation de poubelles y est préconisée.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent, avant et après chaque mouvement de leur appareil, qu'aucun matériel ou débris n'a été laissé sur les postes qu'ils libèrent ou qu'ils vont occuper.

En cas d'incapacité de nettoyer dans un délai raisonnable, l'exploitant d'aérodrome doit être informé pour que celui-ci prenne les dispositions afin d'y remédier.

Les opérations de remise en état sont facturées à l'exploitant de l'aéronef responsable de l'altération du bon état de propreté.

Art. 29. — *Nettoyage des aéronefs et risques de pollution*

Le nettoyage extérieur des aéronefs est exclu.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent du nettoyage des postes de stationnement avions après les opérations d'avitaillement ou de vidange de fluides et prennent toutes les dispositions pour éviter toute forme de pollution.

TITRE VIII

Police administrative générale

Art. 30. — *Interdiction temporaire d'accès*

Lorsque les circonstances ou nécessités l'exigent, le haut-commissaire peut interdire temporairement au public l'accès total ou partiel de l'aérodrome ainsi que la circulation des véhicules, quels qu'ils soient.

Art. 31. — *Consommation d'alcool et de substances ayant des effets sur la vigilance*

Il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool en zone "côté ville" en dehors du bar restaurant de l'aéroport ;
- d'introduire ou de consommer en zone "côté piste" de l'alcool et des substances ayant des effets sur la vigilance ;
- de laisser entrer ou séjourner dans les lieux de travail des personnes en état d'ivresse.

Pour les personnes impliquées dans l'exploitation et l'entretien de l'aérodrome, le sauvetage et la lutte contre l'incendie des aéronefs, il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool durant leur période de service ;
- de réaliser des activités sous l'influence de l'alcool ou de substance ayant des effets sur la vigilance ou sur ses capacités qui seraient susceptibles de compromettre la sécurité aéroportuaire.

Art. 32. — *Interdictions diverses*

Il est interdit :

- de gêner l'exploitation de l'aérodrome par des attroupe-
ments ;
- de pénétrer ou circuler sur l'aérodrome en état d'ivresse
ou dans une tenue inconvenante ;
- de se livrer à la mendicité ;
- de procéder, à l'intérieur de l'aérodrome, à des quêtes, des
sollicitations, des offres de services, des distributions
d'objets quelconques ou de prospectus, des jeux de toute
nature, sauf autorisation spéciale délivrée par l'exploitant
d'aérodrome après avis, selon le cas, du responsable local
de la police ou de la gendarmerie ;
- de pénétrer ou de séjourner sur l'aéroport avec des
animaux, ou de les laisser divaguer.

Art. 33. — *Garde et conservation*

La garde et la conservation des aéronefs, véhicules, matériels et marchandises utilisant les installations de l'aéroport, ne seront en aucun cas à la charge de l'exploitant d'aérodrome, dont la responsabilité ne sera pas engagée pour les pertes ou les dommages ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents.

Art. 34. — *Conservation du domaine de l'aérodrome*

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles du domaine de l'aérodrome, de mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de fleurs, d'abandonner ou de jeter des papiers ou des détritiques ailleurs que dans les corbeilles réservées à cet effet.

Art. 35. — *Mesures antipollution*

Toute activité susceptible de provoquer une pollution peut faire l'objet de mesures supplémentaires édictées par l'exploitant d'aérodrome.

Art. 36. — *Plantations, cultures et fauchage*

Les plantations qui peuvent attirer, servir de reposoir, d'abris ou de zone de reproduction pour les oiseaux sont interdites et doivent être supprimées. A l'exception des services d'entretien de l'aérodrome, seuls les titulaires d'autorisations d'occupation temporaire accordées par l'exploitant d'aérodrome, dans des secteurs agréés par le service de l'aviation civile territorialement compétent, peuvent procéder à des travaux de fauchage ou de culture.

Art. 37. — *Exercice de la chasse*

Sur le domaine de l'aérodrome, seul le personnel en charge de la prévention du péril animalier est autorisé à faire usage de fusil de chasse dans le cadre de sa mission.

Art. 38. — *Stockage des matériaux et implantation de bâtiments*

Toute construction et stockage volumineux de matériaux et objets divers sont soumis à l'autorisation de l'exploitant d'aérodrome et, le cas échéant, du service administratif territorialement compétent.

Art. 39. — *Conditions d'usage des installations*

Les conditions d'usage des installations sont définies et publiées par l'exploitant d'aérodrome.

TITRE IX
*Conditions d'exploitation*Art. 40. — *Autorisation d'activité*

Aucune activité industrielle, commerciale ou artisanale ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome sans une autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome.

TITRE X
*Sanctions*Art. 41. — *Infractions et contraventions*

Le non-respect de l'une ou l'autre des obligations décrites, notamment, aux titres III à IX du présent arrêté fera l'objet, selon les cas, de sanctions prévues par le code pénal, le code des transports, le code de l'aviation civile ou le code de la route en vigueur en Polynésie française. Ces infractions seront constatées par les agents assermentés de l'Etat, les agents de police judiciaire et de la gendarmerie nationale, chacun pour ce qui le concerne.

Dans le cas des contraventions de grande voirie et des contraventions au code de la route, toute personne contrevenant aux dispositions du présent arrêté prises en application du II de l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile sera punie :

- de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe, lorsque l'infraction aura été commise à l'intérieur de la zone "côté piste" ;
- de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe lorsque l'infraction aura été commise en zone "côté ville".

TITRE XI
*Dispositions particulières*Art. 42. — *Abrogation de l'arrêté précédent*

L'arrêté n° 784 CM du 10 septembre 1993 est abrogé.

TITRE XII
Exécution, publication et affichage




Art. 43. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du cabinet du haut-commissariat, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et affiché par les soins de l'exploitant d'aérodrome aux emplacements réservés à cet effet dans l'enceinte de l'aérodrome.

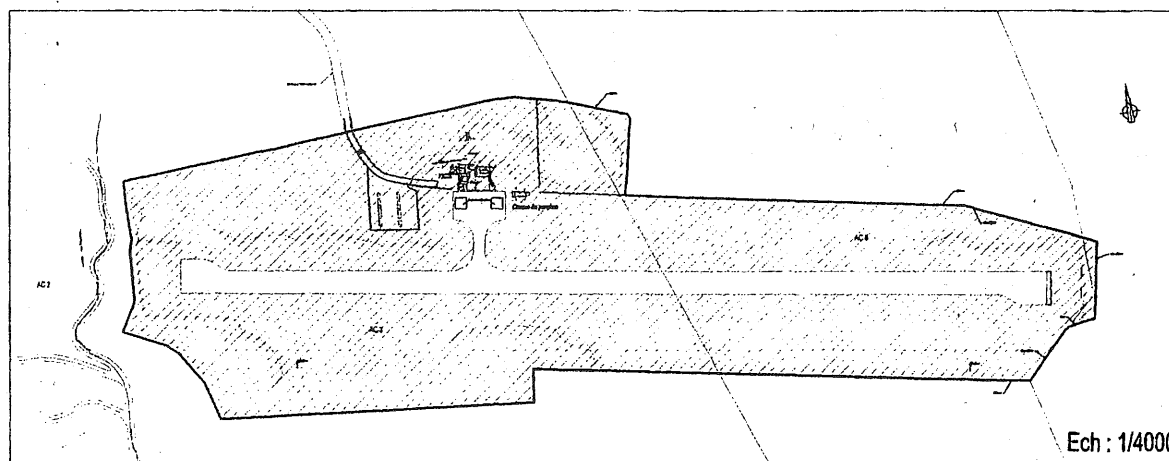
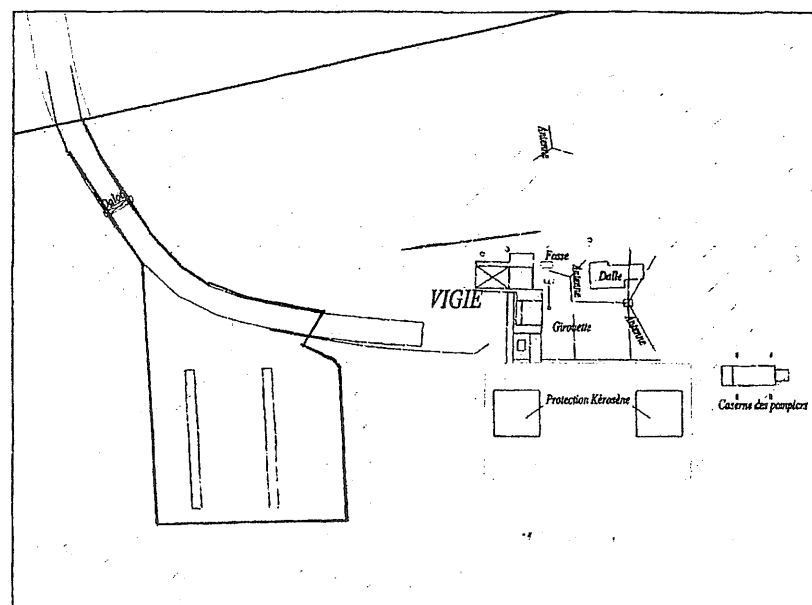
Fait à Papeete, le 11 octobre 2017.
René BIDAL.

POLYNESIE FRANÇAISE	
MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS AÉROMARITIMES	ARRETE DES IMPRIMERIES DE LA HUKA
DIRECTION DE L'AVIATION CIVILE	SECTION AERODROMES
DELIMITATIONS DES ZONES LIMITES DES ZONES CONSTITUANT L'AERODROME DE UA HUKA	

AERODROME DE UA HUKA

DELIMITATION DES ZONES

 LIMITE EMPRISE
 ZONE COTE VILLE
 ZONE COTE PISTE



NTMU/DAC/12/04/2017

ARRETE n° HC 781 AC.DIR du 11 octobre 2017 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Ua Pou.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code des transports et notamment son article L. 6332-2 ;

Vu le code de l'aviation civile et notamment les articles R. 213-1-3 à R. 213-1-5 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française de M. René Bidal ;

Vu l'arrêté n° 7090 AC.DIR.INFRA du 25 novembre 1976 portant ouverture à usage restreint de l'aérodrome de Ua Pou ;

Vu l'arrêté du 28 août 2003 modifié relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes,

Arrête :

TITRE Ier

Dispositions générales

Article 1er. — Objet

En vertu du code des transports, notamment l'article L. 6332-2, la police des aérodromes et des installations aéronautiques est assurée par le haut-commissaire de la République qui exerce les pouvoirs impartis au maire dans leur emprise aéronautique.

Le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures relatives :

- au bon ordre, à la sécurité de l'aviation civile et à la salubrité conformément à l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile ;
- à la sûreté de l'aviation civile conformément à l'article R. 213-1-5 du code de l'aviation civile.

Ces mesures s'imposent au public et aux personnes physiques et morales autorisées à occuper ou utiliser les installations de l'aérodrome.

Art. 2. — Définitions

Aire de manœuvre : L'aire de manœuvre comprend les pistes, les voies de circulation avion et leurs dégagements associés ainsi que toutes les aires opérationnelles (aires critiques, aires sensibles, etc.).

Aire de trafic : Les aires de trafic sont des aires destinées aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement des voyageurs, le chargement ou le déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise de carburant, le stationnement ou l'entretien.

Aire de mouvement : L'aire de mouvement comprend l'aire de manœuvre et la ou les aires de trafic.

Zone "côté piste" : Aire de mouvement et la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents de l'aérodrome, dont l'accès est réglementé.

Zone "côté ville" : Parties de l'aérodrome qui ne se trouvent pas du côté piste, y compris tout ou partie des terrains et des bâtiments limitrophes.

TITRE II

Délimitation des zones

Art. 3. — Limites des zones constituant l'aérodrome

L'ensemble des terrains est divisé en deux zones :

- une zone publique "côté ville" ;
- une zone "côté piste" non librement accessible.

Les limites de ces zones sont figurées sur le plan annexé au présent arrêté (annexe I).

Les plans en couleur sont également consultables dans l'aérogare de Ua Pou, à la mairie de Ua Pou et à la direction de l'aviation civile de la Polynésie française.

La zone "côté ville" comprend toute la partie de l'aérodrome accessible au public. Elle inclut notamment :

- les installations pour les passagers ;
- le parc de stationnement pour les véhicules.

La zone "côté piste" comprend notamment :

- l'aire de manœuvre et les accotements de la piste ;
- l'aire de trafic ;
- les bâtiments techniques : la vigie et les locaux annexes, le hangar SSLIA (service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs), la centrale électrique de secours et les locaux techniques.

TITRE III

Circulation des personnes

Art. 4. — Circulation en zone "côté ville"

La zone "côté ville" est librement accessible au public.

Toutefois, l'accès aux installations se trouvant en zone "côté ville" peut être réglementé par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française pour des raisons relatives à la sécurité ou à la sûreté.

Art. 5. — Circulation sur l'aire de trafic

Les personnes admises à pénétrer et à circuler sur l'aire de trafic en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile et de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- les agents du SSLIA (service de sauvetage et lutte contre l'incendie des aéronefs) et de l'exploitant de l'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ou de l'exploitation de l'aérodrome ;
- les prestataires d'assistance en escale ;
- les agents des compagnies aériennes ;
- les exploitants d'aéronefs privés et commerciaux ;
- les agents de police judiciaire, de la gendarmerie et des douanes, dans le cadre des opérations de contrôle.

Ces autorisations sont valables exclusivement pour des motifs professionnels.

Ces agents sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) et doivent être munis de leur carte de service.

En cas de besoin, les agents du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, de l'exploitant de l'aérodrome ou de la gendarmerie des transports aériens peuvent procéder aux contrôles nécessaires.

Les personnes suivantes sont également admises à circuler "côté piste", sur les aires de trafic :

- passagers d'aviation commerciale munis d'un titre de transport et sous la responsabilité de l'exploitant d'aéronef ou de son représentant ;
- passagers d'aviation générale accompagnés par le commandant de bord ou par une personne autorisée par l'exploitant d'aérodrome et se conformant aux dispositions de l'arrêté de police ;
- membres d'équipage des aéronefs civils ou militaires, munis de leur licence, carte de pilote ou certificat de membre d'équipage en cours de validité ;
- personnes autorisées par l'exploitant d'aérodrome.

Pour les trois premières catégories de personnes, l'autorisation n'est valable que pour se rendre de l'aérogare à l'avion et *vice-versa*, en empruntant les accès aménagés à cet effet.

Lorsqu'ils agissent dans le cadre de leurs fonctions, les commandants de bord sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471), et doivent être munis de leur carte de service ou titre aéronautique.

La traversée des voies de circulation avions s'effectuent à une distance minimale de 150 mètres devant les aéronefs en mouvement et à une distance minimale de 100 mètres à l'arrière d'un aéronef dont les moteurs sont en marche.

Art. 6. — Transfert de passagers

Il est de la responsabilité de l'exploitant d'aéronef ou de son représentant, d'assurer la sécurité des passagers dont il a la charge.

L'exploitant d'aéronef doit disposer du personnel nécessaire pour :

- assurer sous la conduite d'un ou plusieurs de ses agents ou de sa société d'assistance en escale, l'acheminement des passagers entre l'aérogare et l'aéronef, et inversement ;
- garantir le respect du périmètre de sécurité incendie d'un avitaillement.

Art. 7. — Conditions d'embarquement et de débarquement des passagers

Les opérations d'embarquement et de débarquement des passagers et de fret ne s'effectuent que si l'aéronef est calé, les moteurs à l'arrêt ou leurs hélices freinées.

Art. 8. — Accès aux bâtiments techniques

Sauf pour les missions d'urgence, les personnes admises à pénétrer dans les bâtiments techniques en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile et de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- les agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ;
- les personnes accompagnées ou convoyées par un agent du service d'Etat de l'aviation civile ou de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française, ou par un agent de l'exploitant d'aérodrome.

Art. 9. — Circulation sur l'aire de manœuvre

Les personnes autorisées à accéder aux zones de l'aire de manœuvre doivent être en possession d'un titre de circulation à moins qu'elles soient accompagnées ou convoyées par une personne titulaire d'un tel titre de circulation.

Durant l'exercice des fonctions exercées, les titres d'accès suivants constituent un titre de circulation :

- carte de service des agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- carte de service des agents du service d'Etat de l'aviation civile ou de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ;
- carte professionnelle des agents de la gendarmerie des transports aériens ;
- autorisation accordée par l'exploitant d'aérodrome portant mention de la période.

Les personnes autorisées et circulant à pied sur l'aire de manœuvre doivent avoir reçu une formation relative aux risques inhérents aux activités en milieu aéronautique où elles sont amenées à travailler et sont tenues de respecter les règles suivantes :

- porter en permanence un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) comportant le sigle ou le nom de la société employant le piéton ;
- emprunter les voies matérialisées à cet effet ;
- laisser la priorité aux aéronefs dans tous les cas.

TITRE IV *Circulation des véhicules*

Art. 10. — *Conduite des véhicules*

Les conducteurs de tout véhicule circulant ou stationnant sur l'aérodrome observent les règles générales de circulation édictées par le code de la route et sont tenus d'obtempérer aux injonctions des agents de la force publique, des agents des douanes, des agents relevant du service de navigation aérienne ou des agents de l'exploitant d'aérodrome.

Sauf pour les véhicules du SSLIA en mission d'urgence, la vitesse est limitée à :

- 30 kilomètres/heure sur les aires de trafic, voies associées et route en front d'aérogare ;
- 50 kilomètres/heure sur les autres voies de circulation.

Les conducteurs circulant sur les voies de circulation avion restent responsables de la prévention des collisions avec les aéronefs auxquels ils laissent la priorité lorsque ceux-ci sont en mouvement ou sont tractés.

La traversée des voies de circulation avion s'effectue obligatoirement dans les cheminements véhicules établis et délimités à cet effet en respectant une distance minimale de 150 mètres devant les aéronefs en mouvement et de 100 mètres derrière ces aéronefs en mouvement.

Art. 11. — *Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté ville"*

L'accès au parc de stationnement existant en zone "côté ville" est réservé aux véhicules privés ou administratifs ayant un besoin légitime de s'y trouver.

Le stationnement est strictement limité à la durée de présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour.

Il est interdit de stationner en dehors des emplacements prévus à cet effet.

Art. 12. — *Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté piste"*

Les véhicules des services suivants sont admis à circuler en zone "côté piste" :

- SSLIA de l'aérodrome ;
- services chargés de la navigation aérienne ;
- services chargés de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;
- exploitants aériens, sociétés d'assistance et sociétés de distribution de carburant pour l'aviation, y compris les engins spéciaux ;
- gendarmerie des transports aériens ;
- véhicules et engins exceptionnels escortés par un véhicule des agents du service d'Etat de l'aviation civile, de la direction de l'aviation civile de la Polynésie française ou de l'exploitant d'aérodrome ;
- entreprises en charge de travaux.

Les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur l'aire de mouvement, les services de secours d'urgence, la gendarmerie nationale, ainsi que les personnes chargées de dépanner sont autorisés à accéder temporairement sur l'aire de mouvement en accord avec le service du contrôle ou, en cas de fermeture de ce service, de l'exploitant d'aérodrome.

Art. 13. — *Règles spéciales de circulation et de stationnement sur les aires de trafic*

Les conducteurs laissent en toutes circonstances la priorité aux aéronefs et aux passagers et se conforment aux instructions des personnels de l'exploitant d'aérodrome.

En outre :

- en dehors des emplacements réservés à cet effet, aucun véhicule, engin ou matériel, n'est laissé en stationnement sur les aires de trafic sauf ceux de l'exploitant d'aérodrome et du service de navigation aérienne dans le cadre de réalisation de travaux ;
- sur l'aire de trafic, la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules, engins et matériels, ainsi que des agents autorisés à les conduire, est assurée par le personnel de l'exploitant d'aérodrome ;
- sur l'aire de trafic, l'usage des feux de route (phares) est interdit en toute circonstance.

Art. 14. — *Attestation de formation à la conduite sur les aires de trafic*

L'autorisation de conduite est subordonnée à une formation préalable assurée par l'employeur qui délivre une attestation.

Art. 15. — *Véhicules autorisés à circuler sur l'aire de manœuvre*

Pour pouvoir circuler sur l'aire de manœuvre des aéronefs et ses zones de servitudes, les véhicules doivent être munis (sauf véhicules escortés) d'un équipement et d'une signalisation spéciale ainsi définis :

- équipement radio (fixe ou portable) permettant une liaison bilatérale avec l'organisme de la navigation aérienne (ou en l'absence de ce service, l'écoute et la transmission de messages d'auto information) ;
- gyrophare ou feux à éclat de couleur jaune, la couleur bleue étant réservée aux véhicules spécifiés par le code de la route.

Sont seuls autorisés à circuler les véhicules suivants :

- a) les véhicules techniques des services suivants (sous réserve qu'ils portent d'une manière apparente la marque de l'organisme propriétaire) :
 - SSLIA et SPPA (service de prévention du péril animalier) de l'aérodrome ;
 - service chargé de la navigation aérienne ;
 - service chargé de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;
 - gendarmerie des transports aériens ;

- b) les véhicules escortés par un véhicule du service chargé de la navigation aérienne ou de l'exploitant d'aérodrome.
- c) les véhicules des entreprises en charge des travaux autorisés par l'exploitant d'aérodrome.

Art. 16. — *Règles spéciales de circulation et de stationnement sur l'aire de manœuvre*

La circulation et le stationnement sur l'aire de manœuvre et ses dégagements sont subordonnés à une autorisation du service de navigation aérienne et au maintien d'une liaison bilatérale permanente avec cet organisme.

Aucun véhicule ou engin n'est laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de manœuvre ou à ses abords.

Art. 17. — *Aires critiques de protection des moyens radioélectriques*

Les conducteurs font preuve de toute la prudence rendue nécessaire par l'existence des aires critiques qui définissent des zones protégées de tout obstacle dont la présence perturberait le signal électromagnétique des moyens de radio navigation de l'aérodrome.

Art. 18. — *Attestation de formation à la conduite sur l'aire de manœuvre*

Tout conducteur d'un véhicule, ou d'un engin ou d'un matériel, sur l'aire de manœuvre est détenteur de l'attestation de formation aux règles de circulation et de stationnement délivrée par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne, dans les conditions définies par la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation à la circulation des véhicules et engins sur les aérodromes.

Art. 19. — *Conditions particulières à respecter sur les postes de stationnement avions*

Les aéronefs stationnent impérativement aux emplacements désignés par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne.

Les conducteurs des véhicules marquent systématiquement un temps d'arrêt en limite du poste de stationnement en arrivant ou en quittant un poste de stationnement, ainsi que pour emprunter un cheminement véhicule.

La marche arrière ne sera pratiquée que si ce mouvement est guidé par une personne au sol.

L'accès à un poste de stationnement avion n'est autorisé que lorsque l'avion qui l'occupe est calé et moteurs à l'arrêt.

Le périmètre de sécurité collision d'un aéronef ne peut être franchi lorsque les feux anticollision sont allumés.

Art. 20. — *Contrôle de la circulation*

Le contrôle de la circulation des personnes et des véhicules sur l'aire de manœuvre et l'aire de trafic est assuré par la gendarmerie et par les agents de l'exploitant d'aérodrome.

TITRE V

Mesures applicables pour les escales d'aéronefs

Art. 21. — *Mesures applicables aux exploitants d'aéronefs évoluant ou stationnant sur l'aire de trafic*

Sur l'aire de trafic, l'exploitant de l'aéronef, ou son assistant en escale, s'assure du respect des règles de sécurité lors de l'arrivée, du départ et de l'escale de l'aéronef, notamment de celles concernant la prévention des abordages, des collisions et des risques liés au souffle ou à l'aspiration des moteurs.

Art. 22. — *Règles applicables durant les opérations d'avitaillement*

L'avitaillement en carburant des aéronefs est réalisé en se conformant strictement aux textes et réglementations en vigueur, et notamment :

- à l'arrêté du 23 janvier 1980 modifié relatif aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes ;
- à l'arrêté du 12 décembre 2000 relatif à l'avitaillement des aéronefs sur les aérodromes.

Les règles complémentaires suivantes doivent être observées :

- seul le personnel nécessaire à l'avitaillement et aux opérations à effectuer sur l'avion peut pénétrer le périmètre de sécurité incendie. Ce personnel ne portera pas de chaussures à ferrure ;
- toute utilisation d'appareils susceptibles de provoquer des étincelles, de flashes photographiques ou de téléphones portables est interdite ;
- l'activation des feux anticollision indiquant la mise en route imminente des moteurs, il est impératif d'interrompre sans délais l'avitaillement et d'en avertir le pilote.

TITRE VI

Mesures de protection contre l'incendie

Art. 23. — *Précautions à prendre à l'égard des aéronefs et des véhicules*

Il est formellement interdit de fumer ou de faire usage de briquet ou d'allumettes sur l'aire de mouvement (aire de manœuvre et aire de trafic), dans les hangars, dans les ateliers où sont manipulées des matières inflammables et à moins de quinze mètres des aéronefs, camions-citernes et réservoirs à carburant.

Il est également interdit de jeter des cigarettes, allumettes ou débris enflammés sur les aires de stationnement des aéronefs et les emplacements réservés au stationnement des véhicules.

Art. 24. — *Protection des bâtiments et installations*

L'aérodrome dispose d'un service de sécurité incendie, chargé de la protection des personnes et des biens. Ce service s'assure du respect des obligations de sécurité pour l'ensemble de l'aérodrome et rend compte à l'exploitant d'aérodrome de toute anomalie.

Chaque bâtiment ou local mis à la disposition de tiers doit être équipé par l'occupant de dispositifs réglementaires de protection contre l'incendie. Le contrôle périodique des extincteurs et leur remise en état incombent à l'occupant.

Il est interdit :

- d'apporter des modifications aux installations électriques sans autorisation préalable de l'exploitant d'aérodrome ;
- d'utiliser les moyens de lutte contre l'incendie pour un autre usage ;
- d'entraver la circulation et de constituer un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque d'un foyer d'incendie ;
- en accord avec la réglementation en vigueur, d'allumer des feux, d'incinérer des détritrus, de procéder à des émissions de fumée, sans l'obtention d'un permis de feu par l'exploitant d'aérodrome, délivré après avis du service de navigation aérienne ;
- de créer des dépôts sauvages ou anarchiques de produits inflammables.

Le stockage et la distribution des carburants et de tous les autres produits inflammables ou volatils s'effectuent conformément à la réglementation en vigueur.

Les agents en poste sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française impose toutes mesures nécessaires à la sécurité.

TITRE VII

Prescriptions sanitaires

Art. 25. — *Dispositions générales*

D'une manière générale, tout tiers occupant des locaux, bâtiments ou autres sur l'emprise de l'aérodrome est tenu de prendre les mesures nécessaires, conformément aux règles d'hygiène en vigueur en Polynésie française, pour maintenir en bon état de propreté les ouvrages et les installations y compris leurs abords, ainsi que les matériels dont il est responsable.

Les agents en fonction sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

Art. 26. — *Dépôt et enlèvement des déchets et matières de décharge*

Tout dépôt de déchets ou de matières de décharge est interdit sur l'aérodrome en dehors des emplacements prévus à cet effet par l'exploitant d'aérodrome.

Le dépôt, l'enlèvement et le traitement des déchets sont soumis aux réglementations en vigueur.

Art. 27. — *Maintien en bon état d'exploitation de l'aire de mouvement*

Les dispositions suivantes sont à observer :

- l'abandon de tout objet est interdit sur l'aire de mouvement ;

- toute personne circulant sur l'aire de mouvement est tenue de ramasser et d'évacuer tout objet pouvant représenter un danger pour la circulation des aéronefs et d'en signaler sans délais la présence à l'exploitant d'aérodrome ;
- une fiche de notification d'événement est rédigée et transmise suivant la procédure en vigueur.

Art. 28. — *Propreté des aires de trafic*

Les aires de stationnement doivent être tenues en bon état de propreté, l'installation de poubelles y est préconisée.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent, avant et après chaque mouvement de leur appareil, qu'aucun matériel ou débris n'a été laissé sur les postes qu'ils libèrent ou qu'ils vont occuper.

En cas d'incapacité de nettoyer dans un délai raisonnable, l'exploitant d'aérodrome doit en être informé pour que celui-ci prenne les dispositions afin d'y remédier.

Les opérations de remise en état sont facturées à l'exploitant de l'aéronef responsable de l'altération du bon état de propreté.

Art. 29. — *Nettoyage des aéronefs et risques de pollution*

Le nettoyage extérieur des aéronefs est exclu.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent du nettoyage des postes de stationnement avions après les opérations d'avitaillement ou de vidange de fluides et prennent toutes les dispositions pour éviter toute forme de pollution.

TITRE VIII

Police administrative générale

Art. 30. — *Interdiction temporaire d'accès*

Lorsque les circonstances ou nécessités l'exigent, le haut-commissaire peut interdire temporairement au public l'accès total ou partiel de l'aérodrome ainsi que la circulation des véhicules, quels qu'ils soient.

Art. 31. — *Consommation d'alcool et de substances ayant des effets sur la vigilance*

Il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool en zone "côté ville" en dehors du bar restaurant de l'aéroport ;
- d'introduire ou de consommer en zone "côté piste" de l'alcool et des substances ayant des effets sur la vigilance ;
- de laisser entrer ou séjourner dans les lieux de travail des personnes en état d'ivresse.

Pour les personnes impliquées dans l'exploitation et l'entretien de l'aérodrome, le sauvetage et la lutte contre l'incendie des aéronefs, il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool durant leur période de service ;
- de réaliser des activités sous l'influence de l'alcool ou de substance ayant des effets sur la vigilance ou sur ses capacités qui seraient susceptibles de compromettre la sécurité aéroportuaire.

Art. 32.— *Interdictions diverses*

Il est interdit :

- de gêner l'exploitation de l'aérodrome par des attroupe-
ments ;
- de pénétrer ou circuler sur l'aérodrome en état d'ivresse
ou dans une tenue inconvenante ;
- de se livrer à la mendicité ;
- de procéder, à l'intérieur de l'aérodrome, à des quêtes, des
sollicitations, des offres de services, des distributions
d'objets quelconques ou de prospectus, des jeux de toute
nature, sauf autorisation spéciale délivrée par l'exploitant
d'aérodrome après avis, selon le cas, du responsable local
de la police ou de la gendarmerie ;
- de pénétrer ou de séjourner sur l'aéroport avec des
animaux, ou de les laisser divaguer.

Art. 33.— *Garde et conservation*

La garde et la conservation des aéronefs, véhicules,
matériels et marchandises utilisant les installations de
l'aéroport, ne seront en aucun cas à la charge de l'exploitant
d'aérodrome, dont la responsabilité ne sera pas engagée pour
les pertes ou les dommages ne résultant pas de son fait ou de
celui de ses agents.

Art. 34.— *Conservation du domaine de l'aérodrome*

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques
aux meubles ou immeubles du domaine de l'aérodrome, de
mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de
fleurs, d'abandonner ou de jeter des papiers ou des détrit-
us ailleurs que dans les corbeilles réservées à cet effet.

Art. 35.— *Mesures antipollution*

Toute activité susceptible de provoquer une pollution peut
faire l'objet de mesures supplémentaires édictées par
l'exploitant d'aérodrome.

Art. 36.— *Plantations, cultures et fauchage*

Les plantations qui peuvent attirer, servir de reposoir,
d'abris ou de zone de reproduction pour les oiseaux sont
interdites et doivent être supprimées. A l'exception des
services d'entretien de l'aérodrome, seuls les titulaires d'auto-
risations d'occupation temporaire accordées par l'exploitant
d'aérodrome, dans des secteurs agréés par le service de
l'aviation civile territorialement compétent, peuvent procéder
à des travaux de fauchage ou de culture.

Art. 37.— *Exercice de la chasse*

Sur le domaine de l'aérodrome, seul le personnel en
charge de la prévention du péril animalier est autorisé à faire
usage de fusil de chasse dans le cadre de sa mission.

Art. 38.— *Stockage des matériaux et implantation de
bâtiments*

Toute construction et stockage volumineux de matériaux
et objets divers sont soumis à l'autorisation de l'exploitant
d'aérodrome et, le cas échéant, du service administratif terri-
torialement compétent.

Art. 39.— *Conditions d'usage des installations*

Les conditions d'usage des installations sont définies et
publiées par l'exploitant d'aérodrome.

TITRE IX
*Conditions d'exploitation*Art. 40.— *Autorisation d'activité*

Aucune activité industrielle, commerciale ou artisanale
ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome sans une
autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome.

TITRE X
*Sanctions*Art. 41.— *Infractions et contraventions*

Le non-respect de l'une ou l'autre des obligations décrites,
notamment, aux titres III à IX du présent arrêté fera l'objet,
selon les cas, de sanctions prévues par le code pénal, le code
des transports, le code de l'aviation civile ou le code de la
route en vigueur en Polynésie française. Ces infractions
seront constatées par les agents assermentés de l'Etat, les
agents de police judiciaire et de la gendarmerie nationale,
chacun pour ce qui le concerne.

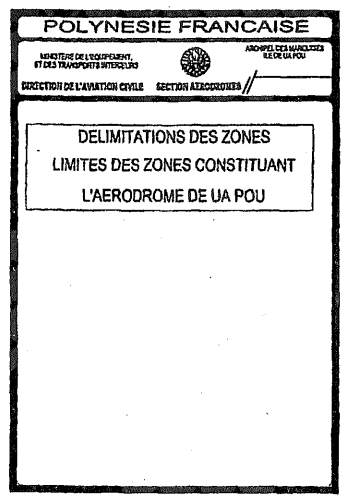
Dans le cas des contraventions de grande voirie et des
contraventions au code de la route, toute personne contreve-
nant aux dispositions du présent arrêté prises en application
du II de l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile sera
punie :

- de l'amende prévue pour les contraventions de la
4^e classe, lorsque l'infraction aura été commise à
l'intérieur de la zone "côté piste" ;
- de l'amende prévue pour les contraventions de la 3^e classe
lorsque l'infraction aura été commise en zone "côté ville".

TITRE XI
Exécution, publication et affichage

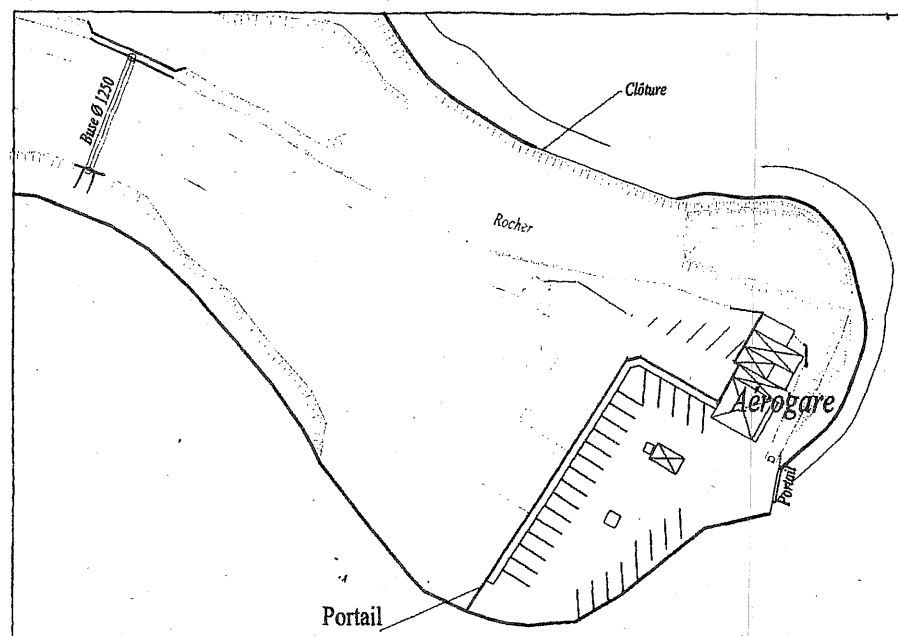
Art. 42.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le
directeur du cabinet du haut-commissariat, le directeur du
service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, le
commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du
présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la
Polynésie française et affiché par les soins de l'exploitant
d'aérodrome aux emplacements réservés à cet effet dans
l'enceinte de l'aérodrome.

Fait à Papeete, le 11 octobre 2017.
René BIDAL.

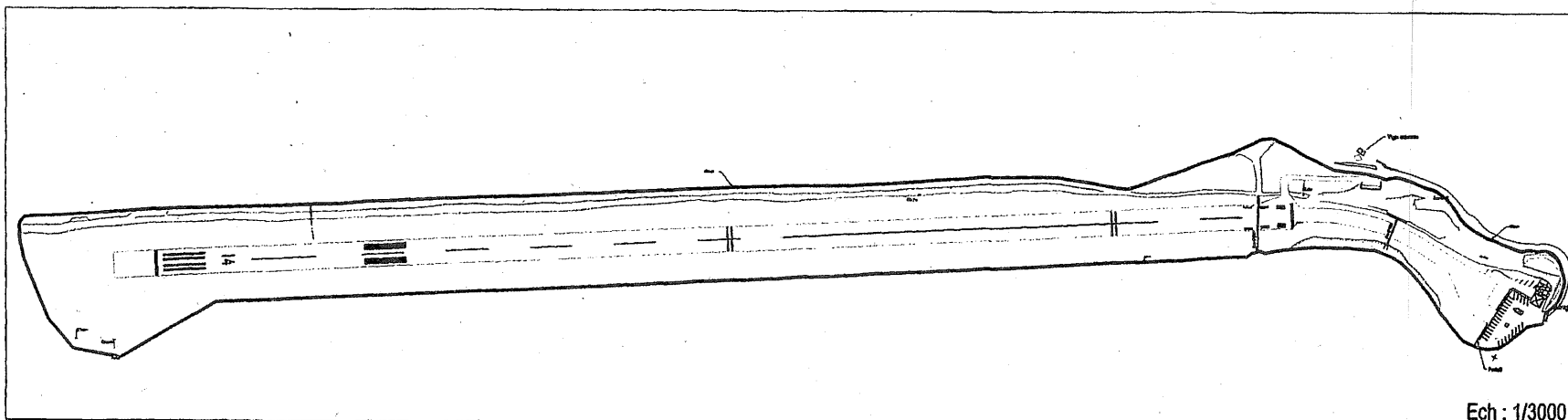


AERODROME DE UA POU

DELIMITATION DES ZONES



— LIMITE CLOTURE
--- ZONE COTE VILLE
--- ZONE COTE PISTE



ARRETE n° HC 360 DMME/BRHT/am du 12 octobre 2017 modifiant l'arrêté n° HC 494 DMME/BRHT/mp du 18 décembre 2014 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant du ministère de l'intérieur.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-1346 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer et relatif aux modalités temporaires d'accès au corps des attachés d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° HC 383 DMME/BRHT/mp du 6 octobre 2014 portant création de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté n° HC 494 DMME/BRHT/mp du 18 décembre 2014 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté n° 16-3240 B du 27 décembre 2016 portant nomination et classement à la nomination d'un secrétaire administratif de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu le courriel du 15 juin 2017 de Mme Sandra Clark, déléguée syndicale au haut-commissariat pour la Confédération syndicale A Ti'a I Mua ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° HC 494 DMME/BRHT/mp du 18 décembre 2014 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française relevant du ministère de l'intérieur est modifié comme suit :

Au lieu de : Pour le grade de secrétaires administratifs de classe supérieure :

Titulaires : Mmes Herenui Teihotaata (A Ti'a I Mua) et Marilynne Yee Kim Choi (A Ti'a I Mua) ;

Suppléantes : Mmes Sophie Chavez (A Ti'a I Mua) et Titaina Fareata (A Ti'a I Mua) ;

Lire : Pour le grade de secrétaires administratifs de classe supérieure :

Titulaires : Mmes Sophie Chavez (A Ti'a I Mua) et Marilynne Yee Kim Choi (A Ti'a I Mua) ;

Suppléantes : Mmes Vaianu Oopa (A Ti'a I Mua) et Titaina Fareata (A Ti'a I Mua).

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 octobre 2017.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Marc TSCHIGGFREY.

ARRETE n° HC 785 SGAP du 13 octobre 2017 fixant les modalités des épreuves du recrutement d'adjoints de sécurité pour la Polynésie française, session 2017.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure et notamment ses articles 2 et 9 ;

Vu le décret n° 2016-684 du 26 mai 2016 modifiant le code de la sécurité intérieure et relatif au recrutement des adjoints de sécurité ;

Vu l'arrêté du 2 août 2010 modifié relatif aux conditions d'aptitudes physiques particulières pour l'accès aux emplois de certains corps de fonctionnaires ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 24 août 2000 fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu la circulaire n° 12-386 DRCPN/SDARH/ADS du 13 juin 2012 relative à la vérification de l'aptitude physique ;

Vu la circulaire n° 12-1372 DRCPN/SDARH/ADS du 24 décembre 2012 relative à la mise en place des épreuves sportives ;

Vu la circulaire ministérielle INT C1502377 C du 29 janvier 2015 relative au recrutement des adjoints de sécurité de la police nationale ;

Vu la circulaire ministérielle INT C1622838 C du 8 août 2017 relative au recrutement des adjoints de sécurité de la police nationale ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves écrites du recrutement d'adjoints de sécurité sont fixées selon les modalités suivantes :

Nature : Photo langage et tests psychologiques ;

Date : 16 novembre 2017 ;

Horaires : De 7 heures à 16 heures ;

Lieu : Présidence de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-A-O'opa, Papeete.

Art. 2.— Les candidats ayant réussi les tests psychologiques seront convoqués aux épreuves sportives (test d'endurance cardio-respiratoire et exercice d'isométrie musculaire). Toute note inférieure à 7 à l'une des deux épreuves physiques est éliminatoire.

Art. 3.— Les épreuves sportives auront lieu du 8 au 12 janvier 2018 à l'école Saint-Hilaire à Faa'a.

Art. 4.— Les entretiens de sélection auront lieu du 22 au 26 janvier 2018 au centre régional de formation à Papeete.

Art. 5.— Le secrétaire général adjoint pour l'administration de la police et le chef du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 octobre 2017.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général adjoint
pour l'administration de la police,
Frédéric POISOT.*

ARRETE n° 17-454 DIR/DGR du 16 octobre 2017 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des transports, notamment la sixième partie ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. René Bidal, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 2132 AC/DIR du 19 novembre 2012 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 5 août 2013 nommant M. Patrick Mouysset, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44163 du 13 mars 2014 portant affectation de M. Philippe Tiercelin, ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, en qualité de chef du service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable à compter du 1er août 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 portant délégation de signature à M. Patrick Mouysset, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française et en cas d'absence et d'empêchement à M. Philippe Tiercelin, chef de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable ;

Vu l'arrêté n° 322420085434 du 4 août 2017 affectant M. Dominique Christmann, ingénieur électronicien en chef des systèmes de la sécurité aérienne, à la division technique du service de la navigation aérienne du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2017 accordant une prolongation de séjour à M. Patrick Mouysset, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 17-141 DIR/DGR du 28 avril 2017 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— A) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions, marchés publics, contrats, conventions et avenants, ainsi que les ordres de recettes, les ordres de dépenses (engagement juridique et comptable, liquidation et ordonnancement) et autres pièces budgétaires et comptables relatives au budget annexe du contrôle et de l'exploitation aériens, dans la limite de leurs attributions respectives à M. Yves Bertrand, chef du département gestion des ressources, et Mme Isabelle Mao Che, adjointe au chef du département gestion des ressources.

B) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les engagements de crédits inférieurs à *six millions de francs CFP* (6 000 000 F CFP), dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Philippe Tiercelin, chef du service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable ;
- M. Philippe Naas, chef de la division régulation économique et de l'administration ;
- Mme Evelynne Berthou, cheffe du service de la navigation aérienne ;
- M. Dominique Christmann, chef de la division technique.

C) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les engagements de crédits inférieurs à *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP), dans la limite de ses attributions respectives, à :

- M. Arnold Maitere, responsable de la subdivision logistique.

D) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, autorisation est donnée pour saisir dans le système d'information financier (SIF), tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques, à la certification du service fait, à la validation des demandes de paiement liés à l'exécution des dépenses, ainsi qu'à la validation des titres de recettes du budget annexe "contrôle et exploitation aériens" à :

- M. Ken Huioutu, chef de la subdivision finances.

E) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, autorisation est donnée pour saisir dans le système d'information financier (SIF), tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques, à la certification du service fait et à la validation des demandes de paiement liés à l'exécution des dépenses du budget annexe "contrôle et exploitation aériens" à :

- M. Wallace Fare Bredin, gestionnaire finances ;
- Mme Manava Bertonnier, gestionnaire finances ;
- Mme Tumata Maker, gestionnaire finances ;
- Mme Arielle Mayerus, gestionnaire finances.

F) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, autorisation est donnée pour saisir dans le système d'information financier (SIF), tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques et la certification du service fait liés à l'exécution des dépenses du budget annexe "contrôle et exploitation aériens" à :

- Mme Ethel Lee, gestionnaire finances ;
- Mme Véronique Chin, gestionnaire finances ;
- Mme Pascale Trafton, gestionnaire finances.

Art. 2.— En matière de gestion de personnel mentionnée au 2° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française :

A) *Pour les actes de gestion* : dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Yves Bertrand, chef du département gestion des ressources et Mme Isabelle Mao Che, adjointe au chef du département gestion des ressources.

B) *Pour le fonctionnement des services* : dans la limite de leurs attributions, pour la signature des décisions de congés annuels des agents :

- Mme Evelyne Berthou, cheffe du service de la navigation aérienne et en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Evelyne Berthou, par M. Charles Peretti, chef de la division circulation aérienne et M. Dominique Christmann, chef de la division technique ;
- M. Philippe Tiercelin, chef du service de la régulation économique de l'ingénierie et du développement durable et, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Tiercelin, par M. Philippe Naas, chef de la division régulation économique et administration ;
- M. Pascal Bazer-Bachi, chef du département surveillance et, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Bazer-Bachi par M. Etienne Dinand, chef de la division sûreté, Mme Isabelle Regnier, cheffe de la division opérations aériennes et Mme Bibiane Galan, cheffe de la division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne.

Pour les ordres de déplacement, à l'exception des déplacements hors de la Polynésie française :

- M. Yves Bertrand, chef du département gestion des ressources, ou en cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Bertrand, par Mme Isabelle Mao Che, adjointe au chef du département gestion des ressources.

Art. 3.— En matière de gestion du domaine aéronautique de l'Etat mentionnée au 3° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous les actes se rapportant à la gestion des logements de service de la cité de l'Air de la commune de Faa'a, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Yves Bertrand, chef du département gestion des ressources et Mme Isabelle Mao Che, adjointe au chef du département gestion des ressources.

Art. 4.— A) En matière d'exploitation aéroportuaire mentionnée aux 4° et 5° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les actes de gestion relatifs aux aérodromes d'Etat, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Evelyne Berthou, cheffe du service de la navigation aérienne ;
- M. Dominique Christmann, chef de la division technique ;
- M. Charles Peretti, chef de la division circulation aérienne ;
- M. Philippe Tiercelin, chef du service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable.

B) En matière d'exploitation aéroportuaire mentionnée au 5° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les actes de gestion relatifs aux aérodromes de la Polynésie française, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Pascal Bazer-Bachi, chef du département surveillance ;
- Mme Bibiane Galan, cheffe de la division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne.

C) En matière d'exploitation aéroportuaire mentionnée aux 4° et 5° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les documents relatifs à la délivrance, à la suspension et au retrait des titres et agréments en matière de sûreté et de sécurité aéroportuaire, à M. Pascal Bazer-Bachi, chef du département surveillance et, en cas d'absence ou d'empêchement de MM. Patrick Mouysset et Pascal Bazer-Bachi, à M. Etienne Dinand, chef de la division sûreté et à Mme Bibiane Galan, cheffe de la division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne.

Art. 5.— En matière de sécurité des aéronefs et de leurs équipages mentionnée au 6° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions et pièces administratives, relatifs aux examens et titres aéronautiques, à l'utilisation des aéronefs, à la rétention administrative des aéronefs, à la formation des personnels navigants et aux entreprises de transport aérien, dans la limite de leurs attributions respectives à M. Pascal Bazer-Bachi, chef du département surveillance et, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Bazer-Bachi, à Mme Isabelle Regnier, cheffe de la division opérations aériennes du département de la surveillance.

Délégation est donnée à :

- M. Salathiel Loncle, chargé d'affaires auprès de la cheffe de la division opérations aériennes ;
- Mme Caryll Walczak, inspecteur de surveillance à la division opérations aériennes ;
- Mme Myriam Reverdy, inspecteur de surveillance à la division opérations aériennes,

pour signer tout document relatif aux examens et titres aéronautiques.

Art. 6. — En matière d'autorisation d'exercice des prérogatives de contrôleur de la circulation aérienne mentionnée au 7° de l'article 1er de l'arrêté HC 344 DMME/BRHT du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les actes, décisions et pièces administratives relatifs à la délivrance, la suspension ou le retrait des licences de contrôle de la circulation aérienne, des qualifications et des mentions qui y sont associées, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Evelyne Berthou, cheffe du service de la navigation aérienne ;
- M. Charles Peretti, chef de la division circulation aérienne.

Art. 7. — L'arrêté n° 17-141 DIR/DGR du 28 avril 2017 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est abrogé.

Art. 8. — Le chef du département gestion des ressources du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 octobre 2017.
Patrick MOUYSET.

ARRETE n° HC 790 SEAC.PF/DIR.DSURV du 16 octobre 2017 portant dérogation de survol à basse altitude par la société C3P pour une mission de calibration en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports, notamment la sixième partie ;

Vu l'arrêté du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes et d'animaux ;

Vu le règlement (UE) n° 965-2012 de la commission du 5 octobre 2012 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) n° 923-2012 ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2006 relative aux conditions de délivrance des dérogations aux hauteurs minimales de vol ;

Vu la demande de la société C3P en date du 7 août 2017 ;

Vu l'avis technique émis par le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française en date du 9 octobre 2017,

Arrête :

Article 1er. — Une dérogation est accordée à la société C3P uniquement pour des opérations de vols de calibration effectués sur les aérodromes de Tahiti-Faa'a, Moorea, Huahine, Raiatea, Rangiroa et Hao à compter du 6 novembre et jusqu'au 19 novembre 2017. Cette dérogation porte sur les hauteurs et distances minimales de survol qui sont précisées en annexe ci-jointe. Le contenu de cette annexe devra être porté à la connaissance des équipages de conduite des vols.

Art. 2. — L'exploitant devra se conformer à l'arrêté du 11 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) n° 923-2012 établissant les règles de l'air communes et aux consignes issues de l'AIP PAC P (publications d'information aéronautique de Polynésie française), sauf pour les critères de dérogation précisés en annexe ci-jointe.

Art. 3. — L'aéronef utilisé devra avoir un titre de navigabilité valide à la date des opérations. Les pilotes devront détenir une licence ainsi qu'une qualification à jour correspondant au type d'appareil utilisé. La présence à bord de toute personne n'ayant pas une fonction en relation avec le but du vol effectué est notamment interdite lors des vols effectués dans le cadre d'une activité particulière.

Art. 4. — L'opérateur devra s'assurer que les trajectoires choisies ne mettent pas en cause la tranquillité et la sécurité publique, en l'occurrence, une précaution particulière sera apportée afin que soit évité le survol des établissements sensibles tels qu'hôpitaux, établissements pénitentiaires, etc.

Art. 5. — Cette dérogation pourra à tout moment être suspendue en cas d'infraction constatée et ce jusqu'à règlement du litige et ne saurait en aucun cas être invoquée pour restreindre la responsabilité du pilote en cas de litige.

Art. 6. — Si l'activité entraîne l'usage aérien d'appareils photographiques, cinématographiques, de télédétection et d'enregistrement de données de toute nature, les articles D. 133-10 à D. 133-14 du code de l'aviation civile français devront être respectés.

Art. 7. — Le directeur de cabinet du haut-commissariat de la République et le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 16 octobre 2017.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Frédéric POISOT.

ANNEXE

Fiche technique	VOLS DE CALIBRATION (AIDES RADIO, ETC)	Hors agglomération et rassemblement de personnes
-----------------	--	--

Caractéristiques de l'activité

- Calibration des installations d'aides à la navigation aérienne VOR, ILS, etc.
- Opérations prévues entre le 6 novembre et jusqu'au 19 novembre 2017
- Les opérations seront conduites selon les règles de vol à vue de jour pour les vols de mesure relatifs à la mission (hormis vols de convoyage et/ou mises en place).

Déclaration SPO

Une déclaration SPO doit avoir été effectuée par C3P pour l'activité concernée.

Aéronef autorisé

PA 31-350 Immatriculé F-OIQA

Équipage

Équipage minimum de conduite conforme au manuel de vol.

Conduite du vol

Adaptée au travail effectué.

Actions spécifiques

Evolutions possibles à basse ou très basse altitude à proximité de certaines installations de radionavigation.

Hauteur et distance minimales de survol

- Hauteur minimale : **50 m.**
- Distance minimale par rapport aux habitations : **150 m.**

Conditions météorologiques

- Visibilité en vol : 5000 mètres ;
- Distance horizontale par rapport aux nuages : 1500 mètres ;
- Distance verticale par rapport aux nuages : 300 mètres.

ARRETE n° HC 791 du 16 octobre 2017 modifiant l'arrêté n° HC 478 du 5 juillet 2017 fixant la composition du jury du diplôme d'Etat d'infirmier pour les sessions 2017 organisées en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, et notamment ses articles 14-13° et 168 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et plus particulièrement son article 118 créant les agences régionales de santé (ARS) ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2009-1540 du 10 décembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. René Bidal ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2009 modifié relatif au diplôme d'Etat d'Infirmier ;

Vu la convention n° 245 du 18 août 2009 relative aux conditions de délivrance en Polynésie française du diplôme d'Etat d'infirmier relevant de la compétence de l'Etat, modifiée par l'avenant n° 2 du 24 février 2011 ;

Vu l'arrêté n° HC 285 DMME/BRHT/jc du 24 août 2017 portant délégation de signature à M. Marc Tschiggfrey, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 478 du 5 juillet 2017 fixant la composition du jury du diplôme d'Etat d'infirmier pour les sessions 2017 organisées en Polynésie française ;

Sur proposition du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Bretagne,

Arrête :

Article 1er. — La composition du jury du diplôme d'Etat d'infirmier pour les sessions 2017 organisées en Polynésie française est modifiée comme suit :

Au lieu de : Mme Claude Colliot-Fanaura, directrice des soins au Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Lire : Mme Maeva Corbaz, directrice des soins au Centre hospitalier de la Polynésie française.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française et le représentant du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 octobre 2017.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Marc TSCHIGGFREY.

ARRETE n° HC 793 CAB/DPC/vh du 17 octobre 2017 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen SSIAP 1 à la date du 26 octobre 2017 pour des candidats présentés par Conform HSCT.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté n° HC 575 CAB/DPC/oc du 10 avril 2014 portant agrément de la société Conform HSCT pour dispenser des formations SSIAP et pour organiser des examens permettant la délivrance des diplômes SSIAP (service de sécurité incendie et d'assistance à personnes) ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Un examen, pour des candidats présentés par Conform HSCT, prévu pour l'obtention du diplôme d'agent de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 1) aura lieu le 26 octobre 2017 à l'immeuble Le Bihan, dans la commune de Pirae.

Art. 2.— Les épreuves de l'examen se dérouleront :

- de 8 heures à 9 h 30 pour l'épreuve théorique ;
- à partir de 9 h 30 pour les épreuves pratiques.

Art. 3.— Le jury d'examen sera composé comme suit :

- *président* : lieutenant de vaisseau Cécil Portanguen, officier au sein de la direction de la protection civile ;
- *Membre* : M. Roger Mahinui, chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes au Centre hospitalier de la Polynésie française.

Art. 4.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 octobre 2017.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Frédéric POISOT.

ARRETE n° HC 794 CAB/DPC/vh du 17 octobre 2017 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen SSIAP 1 à la date du 16 novembre 2017 pour des candidats présentés par RISK.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté n°HC 94 CAB/DPC du 17 février 2017 portant agrément de la société RISK pour dispenser des formations SSIAP et pour organiser des examens permettant la délivrance des diplômes SSIAP (service de sécurité incendie et d'assistance à personnes) ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er.— Un examen, pour des candidats présentés par RISK, prévu pour l'obtention du diplôme d'agent de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 1) aura lieu le 16 novembre 2017 à l'hôtel Intercontinental Tahiti, dans la commune de Faa'a.

Art. 2.— Les épreuves de l'examen se dérouleront :

- de 8 heures à 9 heures pour l'épreuve théorique ;
- à partir de 9 heures pour les épreuves pratiques.

Art. 3.— Le jury d'examen sera composé comme suit :

- *président* : lieutenant de vaisseau Cécil Portanguen, officier au sein de la direction de la protection civile ;
- *Membre* : M. Roger Mahinui, chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes au Centre hospitalier de la Polynésie française.

Art. 4.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 octobre 2017.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Frédéric POISOT.

Par arrêté n° HC 387 SAISLV/ct du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 21 juin 2017.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour la réalisation du projet "Remise aux normes électriques de la salle omnisports de Vaitoare".

L'opération consiste à la remise aux normes électriques de la salle omnisports de Vaitoare.

Le coût total de cette opération est estimé à 2 452 293 F CFP, soit 20 550,22 euros.

Ce coût est décomposé comme suit :

- | | |
|--|---------------------------------------|
| - montant HT (hors taxes) | 2 170 171 F CFP, soit 18 186,03 euros |
| - taxes | 282 122 F CFP, soit 2 364,19 euros |
| - montant TTC (toutes taxes comprises) | 2 452 293 F CFP, soit 20 550,22 euros |

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est défini comme suit :

- | | | |
|-------------------------------|------------------------|------------------------|
| - Etat (90,40 % du total HT) | | |
| - Programme 119 (DETR) | | |
| (80 % du total TTC) | 1 961 834 F CFP | 16 440,17 euros |
| - Commune (20 % du total TTC) | 490 459 F CFP | 4 110,05 euros |
| <i>Coût total (100 %)</i> | <i>2 452 293 F CFP</i> | <i>20 550,22 euros</i> |

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- | | |
|------------------------|---------------------------------------|
| - Financements publics | |
| (80 % du total TTC) | 1 961 834 F CFP, soit 16 440,17 euros |

Contribution financière de l'Etat

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Tahaa pour la réalisation de l'opération visée ci-dessus, en lui attribuant une subvention de 1 961 834 F CFP, soit 16 440,17 euros représentant 90,40 % du coût total réel hors taxes de l'opération.

Le montant de cette contribution financière de l'Etat est imputé sur le programme 119, action 01, sous-action 06 "dotation d'équipement des territoires ruraux".

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à 1 961 834 F CFP, soit 16 440,17 euros ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur de 90,40 % du coût définitif hors taxes de l'opération.

Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation des documents ci-après :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un document attestant du commencement d'exécution de l'opération (lettre, bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention pourront être versés, en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des documents ci-après :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - les pièces justificatives des paiements effectués par la commune (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur présentation des pièces suivantes :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un certificat signé par le maire attestant de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport au présent arrêté, et mentionnant la date d'achèvement, le coût final de l'opération et ses modalités définitives de financement ;
 - un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

Engagements de la commune et délais de réalisation

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération au plus tard le 30 juillet 2018 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

Du non-respect des engagements convenus

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de dépassement des délais de réalisation de l'opération, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié, sous réserve expresse :

- d'une demande motivée du maire par courrier précisant le calendrier actualisé prévisionnel de l'opération ;
- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 janvier 2019, faute de quoi il sera considéré comme caduc et les dispositions de son article 6 seront alors mises en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 388 SAISLV/ct du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 21 juin 2017. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour la réalisation du projet "Remise aux normes électriques de l'école primaire de Matie Roa sise à Haamene".

L'opération consiste à la remise aux normes électriques de l'école primaire de Matie Roa.

Le coût total de cette opération est estimé à 2 113 665 F CFP, soit 17 712,51 euros.

Ce coût est décomposé comme suit :

- montant HT (hors taxes)	1 870 500 F CFP, soit 15 674,79 euros
- taxes	243 165 F CFP, soit 2 037,72 euros
- montant TTC (toutes taxes comprises)	2 113 665 F CFP, soit 17 712,51 euros

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est défini comme suit :

Etat (90,40 % du total HT)		
- Programme 119 (DETR)		
(80 % du total TTC)	1 690 932 F CFP	14 170,01 euros
- Commune (20 % du total TTC)	422 733 F CFP	3 542,50 euros
<i>Coût total (100 %)</i>	<i>2 113 665 F CFP</i>	<i>17 712,51 euros</i>

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- Financements publics	
(80 %) du total TTC	1 690 932 F CFP, soit 14 170,01 euros

Contribution financière de l'Etat

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Tahaa pour la réalisation de l'opération visée ci-dessus, en lui attribuant une subvention de 1 690 932 F CFP, soit 14 170,01 euros représentant 90,40 % du coût total réel hors taxes de l'opération.

Le montant de cette contribution financière de l'Etat est imputé sur le programme 119, action 01, sous-action 06 "dotation d'équipement des territoires ruraux".

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à 1 690 932 F CFP, soit 14 170,01 euros ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur de 90,40 % du coût définitif hors taxes de l'opération.

Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation des documents ci-après :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un document attestant du commencement d'exécution de l'opération (lettre, bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention pourront être versés, en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des documents ci-après :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - les pièces justificatives des paiements effectués par la commune (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur présentation des pièces suivantes :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un certificat signé par le maire attestant de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport au présent arrêté, et mentionnant la date d'achèvement, le coût final de l'opération et ses modalités définitives de financement ;
 - un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

Engagements de la commune et délais de réalisation

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération au plus tard le 31 juillet 2018 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

Du non-respect des engagements convenus

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de dépassement des délais de réalisation de l'opération, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié, sous réserve expresse :

- d'une demande motivée du maire par courrier précisant le calendrier actualisé prévisionnel de l'opération ;
- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 janvier 2019, faute de quoi il sera considéré comme caduc et les dispositions de son article 6 seront alors mises en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 389 SAISLV/ct du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 21 juin 2017. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tumaraa pour la réalisation du projet "Pose de nouveaux compteurs d'eau, tranche 2".

L'opération consiste à poser de nouveaux compteurs d'eau.

Le coût total de cette opération est estimé à 14 760 672 F CFP, soit 123 694,43 euros.

Ce coût est décomposé comme suit :

- montant HT (hors taxes) 12 876 618 F CFP, soit 107 906,06 euros
- taxes 1 884 054 F CFP, soit 15 788,37 euros
- montant TTC (toutes taxes comprises) 14 760 672 F CFP, soit 123 694,43 euros

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est défini comme suit :

Etat (34,39 % du total HT)		
- Programme 119 (DETR)		
(30 % du total TTC)	4 428 202 F CFP	37 108,33 euros
- FIP (50 % du total TTC)	7 380 336 F CFP	61 847,22 euros
- Commune (20 % du total TTC)	2 952 134 F CFP	24 738,88 euros
Coût total (100 %)	14 760 672 F CFP	123 694,43 euros

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- Financements publics
- (80 %) du total TTC 11 808 538 F CFP, soit 98 955,55 euros

Contribution financière de l'Etat

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Tahaa pour la réalisation de l'opération visée ci-dessus, en lui attribuant une subvention de 4 428 202 F CFP, soit 37 108,33 euros représentant 34,39 % du coût total réel hors taxes de l'opération.

Le montant de cette contribution financière de l'Etat est imputé sur le programme 119, action 01, sous-action 06 "dotation d'équipement des territoires ruraux".

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à 4 428 202 F CFP, soit 37 108,33 euros ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur de 34,39 % du coût définitif hors taxes de l'opération.

Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation des documents ci-après :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un document attestant du commencement d'exécution de l'opération (lettre, bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention pourront être versés en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des documents ci-après :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;

- les pièces justificatives des paiements effectués par la commune (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur présentation des pièces suivantes :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un certificat signé par le maire attestant de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport au présent arrêté, et mentionnant la date d'achèvement, le coût final de l'opération et ses modalités définitives de financement ;
 - un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

Engagements de la commune et délais de réalisation

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération au plus tard le 31 janvier 2020 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

Du non-respect des engagements convenus

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de dépassement des délais de réalisation de l'opération, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié, sous réserve expresse :

- d'une demande motivée du maire par courrier précisant le calendrier actualisé prévisionnel de l'opération ;
- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 juillet 2020, faute de quoi il sera considéré comme caduc et les dispositions de son article 6 seront alors mises en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 484 SAISLV/ct du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 10 août 2017. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour la réalisation du projet "Installation d'une clôture au complexe sportif Jean-Tupu à Patio".

L'opération consiste à l'installation d'une clôture au complexe sportif Jean-Tupu à Patio.

Le coût total de cette opération est estimé à 7 954 431 F CFP, soit 66 658,13 euros.

Ce coût est décomposé comme suit :

- montant HT (hors taxes)	7 324 540 F CFP, soit 61 379,64 euros
- taxes	629 891 F CFP, soit 5 278,49 euros
- montant TTC (toutes taxes comprises)	7 954 431 F CFP, soit 66 658,13 euros

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est défini comme suit :

Etat (52,45 % du total HT)		
- Programme 119 (DETR)		
(48,29 % du total TTC)	3 841 514 F CFP	32 191,89 euros
- Commune (51,71 % du total TTC)	4 112 917 F CFP	34 466,49 euros
<i>Coût total (100 %)</i>	<i>7 954 431 F CFP</i>	<i>66 658,13 euros</i>

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 48,29 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- Financements publics	
(48,29 % du total TTC)	3 841 514 F CFP, soit 32 191,89 euros

Contribution financière de l'Etat

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Tahaa pour la réalisation de l'opération ci-dessus, en lui attribuant une subvention de 3 841 514 F CFP, soit 32 191,89 euros représentant 52,45 % du coût total réel hors taxes de l'opération.

Le montant de cette contribution financière de l'Etat est imputé sur le programme 119, action 01, sous-action 06 "dotation d'équipement des territoires ruraux".

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à 3 841 514 F CFP, soit 32 191,89 euros ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur de 52,45 % du coût définitif hors taxes de l'opération.

Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation des documents ci-après :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un document attestant du commencement d'exécution de l'opération (lettre, bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention pourront être versés, en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des documents ci-après :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - les pièces justificatives des paiements effectués par la commune (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur présentation des pièces suivantes :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un certificat signé par le maire attestant de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport au présent arrêté, et mentionnant la date d'achèvement, le coût final de l'opération et ses modalités définitives de financement ;
 - un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

Engagements de la commune et délais de réalisation

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;

- exécuter cette opération au plus tard le 28 juillet 2018 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

Du non-respect des engagements convenus

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de dépassement des délais de réalisation de l'opération, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié, sous réserve expresse :

- d'une demande motivée du maire par courrier précisant le calendrier actualisé prévisionnel de l'opération ;
- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 28 janvier 2019, faute de quoi il sera considéré comme caduc et les dispositions de son article 6 seront alors mises en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 21 SAITG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 août 2017. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour la réalisation du projet "Rénovation de la toiture de l'entrepôt à Avatoru".

L'opération consiste la rénovation de la toiture de l'entrepôt à Avatoru sur l'atoll de Rangiroa.

Le coût total de cette opération est estimé à 2 996 520 F CFP, soit 25 110,84 euros.

Ce coût est décomposé comme suit :

- montant HT (hors taxes)	2 723 853 F CFP, soit 22 825,89 euros
- taxes	272 667 F CFP, soit 2 284,95 euros
- montant TTC (toutes taxes comprises)	2 996 520 F CFP, soit 25 110,84 euros

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est défini comme suit :

Etat (88,01 % du total HT)		
- Programme 119 (DETR)		
(80 % du total TTC)	2 397 216 F CFP	20 088,67 euros
- Commune (20 % du total TTC)	599 304 F CFP	5 022,17 euros
Coût total (100 %)	2 996 520 F CFP	25 110,84 euros

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- Financements publics	
(80 %) du total TTC	2 397 216 F CFP, soit 20 088,67 euros

Contribution financière de l'Etat

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Rangiroa pour la réalisation de l'opération visée ci-dessus en lui attribuant une subvention de 2 397 216 F CFP, soit 20 088,67 euros représentant 88,01 % du coût total réel hors taxes de l'opération.

Le montant de cette contribution financière de l'Etat est imputé sur le programme 119, action 01, sous-action 06 "dotation d'équipement des territoires ruraux".

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à 2 397 216 F CFP, soit 20 088,67 euros ;
- dans le cas où le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur de 88,01 % du coût définitif hors taxes de l'opération.

Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation des documents ci-après :

- une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
- un document attestant du commencement d'exécution de l'opération (lettre, bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention pourront être versés, en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des documents ci-après :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - les pièces justificatives des paiements effectués par la commune (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur présentation des pièces suivantes :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un certificat signé par le maire attestant de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport au présent arrêté et mentionnant la date d'achèvement, le coût final de l'opération et ses modalités définitives de financement ;
 - un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC et visé par le receveur municipal ;
- le versement l'intégralité pourra s'effectuer selon les modalités de versement du solde et sur présentation de la pièce complémentaire suivante :
 - un document attestant du commencement d'exécution de l'opération (lettre, bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux).

Engagements de la commune et délais de réalisation

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération au plus tard le 30 septembre 2018 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

Du non-respect des engagements convenus

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de dépassement des délais de réalisation de l'opération, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne seraient pas utilisées ou seraient utilisées à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne notamment le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié, sous réserve expresse :

- d'une demande motivée du maire par courrier précisant le calendrier actualisé prévisionnel de l'opération ;
- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 mars 2019, faute de quoi il sera considéré comme caduc et les dispositions de son article 6 seront alors mises en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 615 SAISLV/ct du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 octobre 2017. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'article 5 de l'arrêté n° HC 878 SAISLV/ct du 19 décembre 2016 en ce qui concerne le délai d'achèvement de l'opération.

L'article 5 de l'arrêté de financement, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : " - exécuter cette opération au plus tard le 30 novembre 2017" ;

Lire : " - exécuter cette opération au plus tard le 31 mai 2018".

L'article 8 de l'arrêté de financement est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : " - (...), dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 juin 2018" ;

Lire : " - (...), dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 novembre 2018".

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 616 SAISLV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 octobre 2017. — Le présent arrêté a pour objet de modifier les articles 5 et 8 de l'arrêté n° HC 388 SAISLV/th du 10 juin 2015 en ce qui concerne le délai d'achèvement de l'opération.

L'article 5 de l'arrêté de financement, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : " - exécuter cette opération au plus tard le 30 octobre 2017" ;

Lire : " - exécuter cette opération au plus tard le 30 avril 2018".

L'article 8 de l'arrêté de financement, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : " - (...), dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 octobre 2016 ou 6 mois après la date de fin effective de celle-ci, si elle s'est terminée avant le 30 avril 2016, faute de quoi (...) ;

Lire : " - (...), dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 octobre 2018, faute de quoi (...)".

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1860 CM du 19 octobre 2017 autorisant l'acquisition des lots n° 8 et n° 9 du lotissement Taharuu, cadastrés commune de Papara, section BE n° 26 et n° 27, d'une superficie respective de 550 et 842 mètres carrés appartenant à M. Arthur Marau Arnaud et Mme Christiane Victorine Pourouhia Lehartel.

NOR : DAF1720523AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3697 DEQ/BF de la direction de l'équipement en date du 13 mai 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 18 juin 2015 ;

Vu la réponse de M. Arthur Marau Arnaud et Mme Christiane Lehartel, son épouse, non datée ;

Vu la lettre n° 1838 DQ/BF du 1er mars 2017 de la direction de l'équipement ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 21 avril 2017 ;

Vu la lettre n° 6703 PR du 26 septembre 2017 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 26 septembre 2017 ;

Vu l'avis n° 196-2017 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 3 octobre 2017 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 octobre 2017,

Arrête :

Article 1er.— La Polynésie française est autorisée à acquérir les lots n° 8 et n° 9 du lotissement Taharuu, cadastrés commune de Papara, section BE n° 26 et n° 27, d'une superficie respective de 550 et 842 mètres carrés appartenant à M. Arthur Marau Arnaud et Mme Christiane Victorine Pourouhia Lehartel, son épouse.

Art. 2.— Cette acquisition est destinée à l'aménagement de la rivière de Taharuu et à la constitution d'une réserve foncière.

Art. 3.— Le montant de l'acquisition est fixé à *neuf millions quarante-huit mille francs CFP* (9 048 000 F CFP).

Art. 4.— La dépense afférente à cette acquisition, les frais de l'acte administratif et autres frais, sont imputés au budget de la Polynésie française au chapitre 914, sous-chapitre 914-03, AP 257-2015, AE 141-2015, article 211.

Art. 5.— Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines est habilité à signer l'acte administratif d'acquisition.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques, le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines et le ministre de l'équipement et des transports intérieurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 octobre 2017.

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre du développement
des ressources primaires,
des affaires foncières,
de la valorisation du domaine
et des mines,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement
et des transports intérieurs,*
Luc FAATAU.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2017-1474 du 16 octobre 2017 relatif à l'organisation et au fonctionnement du tribunal foncier de la Polynésie française.

Publics concernés : justiciables, greffiers, administration des affaires foncières, cour d'appel et tribunal de première instance de la Polynésie française.

Objet : organisation et fonctionnement du tribunal foncier de la Polynésie française.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er décembre 2017.

Notice : le décret prévoit les modalités d'organisation et de fonctionnement nécessaires à l'installation effective du tribunal foncier de la Polynésie française. Il précise les modalités de fixation de l'effectif, de désignation, de remplacement et d'indemnisation des assesseurs.

Références : les dispositions du code de l'organisation judiciaire modifiées par le présent décret peuvent être consultées, dans leur rédaction résultant de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>) ainsi que dans le Journal officiel de la Polynésie française.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 58 ;

Vu le code de l'organisation judiciaire, notamment ses articles L. 552-9-1 à L. 552-9-11 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique spécial de service placé auprès de la directrice des services judiciaires en date du 21 mars 2017 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 15 juin 2017 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er. — Après le premier alinéa de l'article R. 552-16 du code de l'organisation judiciaire, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Lorsqu'elle statue en matière foncière, la section détachée est composée d'un président et de deux assesseurs choisis par le président du tribunal foncier parmi les membres de celui-ci.”

Art. 2. — La section 1 du chapitre II du titre V du livre V (partie réglementaire) du même code est complétée par une sous-section 3 ainsi rédigée :

“Sous-section 3

“Dispositions spécifiques au tribunal foncier

“Art. R. 552-22-4. — Le premier président de la cour d'appel arrête chaque année, parmi les assesseurs agréés dans les conditions de l'article L. 552-9-2, la liste des assesseurs titulaires et suppléants en fonction des nécessités du service et de l'activité de la juridiction.

“Art. R. 552-22-5. — L'ordonnance prévue à l'article R. 212-6 et au deuxième alinéa de l'article R. 552-19 fixe le nombre et le jour des audiences ainsi que la répartition des assesseurs à celles-ci.

“Art. R. 552-22-6. — Le greffe convoque les assesseurs par tous moyens conférant date certaine, un mois au moins avant la date de l'audience.

“Les assesseurs présents peuvent être convoqués aux audiences suivantes par la remise d'un bulletin après signature de la feuille de répartition des assesseurs aux audiences.

“En cas d'absence ou d'empêchement d'un assesseur, le président du tribunal procède à son remplacement par tout autre assesseur inscrit sur la liste.

“Art. R. 552-22-7. — En cas de cessation des fonctions d'un assesseur, par suite de décès, démission, déchéance ou pour toute autre cause, le premier président procède à son remplacement. Les fonctions de l'assesseur ainsi désigné expirent à l'époque où auraient cessé celles de l'assesseur qu'il remplace.

“Art. R. 552-22-8. — Dans la limite des crédits ouverts à cet effet au budget du ministère de la justice, les assesseurs perçoivent, les jours où ils assurent le service de l'audience, l'indemnité journalière prévue au premier alinéa de l'article R. 140 du code de procédure pénale.

“Ils perçoivent également une indemnité pour perte de salaire ou de gain.

“L'indemnité pour perte de salaire est égale à la perte de salaire effectivement subie, justifiée par une attestation d'employeur qu'il appartient à l'assesseur de fournir à la juridiction.

“L'indemnité pour perte de gain est fixée forfaitairement à douze fois le montant brut horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance par audience.

“Les assesseurs sont indemnisés de leurs frais de déplacement et d'hébergement dans les conditions fixées par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006.”

Art. 3. — Le décret n° 97-12 du 6 janvier 1997 portant application de l'article 38 de la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer relatif à la commission de conciliation obligatoire en matière foncière en Polynésie française est abrogé.

Art. 4. — Le présent décret entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant sa publication.

Les procédures en cours devant le tribunal de première instance à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont transférées en l'état au tribunal foncier.

Les convocations et citations délivrées aux parties peuvent être délivrées avant la date d'entrée en vigueur du présent décret pour une comparution postérieure à cette date devant le tribunal foncier nouvellement compétent. Il n'y a pas lieu de renouveler les actes, formalités et jugements régulièrement intervenus avant le transfert des procédures, à l'exception des convocations et citations délivrées aux parties qui n'auraient pas été suivies d'une comparution devant le tribunal de première instance. Le greffe de celui-ci informe les parties ayant comparu devant le tribunal de première instance qu'il leur appartient d'accomplir les actes de la procédure devant le tribunal foncier.

Art. 5. — La garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre des outre-mer sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 octobre 2017.

Edouard PHILIPPE.

Par le Premier ministre :

*La garde des sceaux,
ministre de la justice,*
Nicole BELLOUBET.

La ministre des outre-mer,
Annick GIRARDIN.